

T 2137 - 718 - 10,00 F



hebdo

le monde Libertaire

Organe de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'I.F.A.

N°718 JEUDI 22 SEPTEMBRE 1988 10,00 F

REVENU MINIMUM GARANTI

1 DEPUTE

=

10 PAUVRES

SAINT-SIMONIENS

Du centre-droit
au centre-gauche :
de drôles de
paroissiens.

PAGE 6

PALESTINE

Dans les prisons :
« Nous, ici, nous
n'exécutons que
des ordres »...

PAGE 7

POLLUTION

Centrales
nucléaires : des
poubelles pour
l'éternité.

PAGE 8

RÉVOLTE

Derrière les murs
des prisons, une
lutte collective
pour la dignité.

PAGE 12

F°P. 2520

communiqués éditions

• NIMES
La liaison Nîmes de la FA informe ses sympathisants, ou toute personne intéressée par une prise de contact sur la région du Gard, qu'il est possible de la joindre par l'intermédiaire des Relations Intérieures qui transmettront.

• PARIS
Le groupe anarchiste-communiste Carlo-Cafiero vient de se constituer sur les III^e et IV^e arrondissements de Paris. Pour le contacter, écrivez-lui à la librairie du Monde libertaire.

• NANTES
Le groupe de Nantes de la Fédération anarchiste continue son émission de radio (« Magazine libertaire ») sur Radio Alternantes (97.5 MHz), le samedi de 10 h à 11 h. Vous pouvez également commander le n° 4 du « Farfadet » contre 6 F en timbres en écrivant à : « Magazine libertaire » / Radio Alternantes, 19, rue de Nancy, 44300 Nantes.

• AFFICHE
Le groupe Carlo-Cafiero a édité une affiche en quatre couleurs (noir, rouge, vert, brun), format 44 x 32 cm. Elle est disponible à la librairie du Monde libertaire (on peut la commander). Prix : 0,60 F au-dessus de 50 exemplaires ; 1 F de 10 à 50 exemplaires ; et 5 F pour moins de 10 exemplaires.



• GRASSE
Exposition au local du groupe de Grasse à son local « La commune », 4, rue Porte-Neuve. Art pictural du créateur Armand (peintre mentaliste et surréaliste). Horaires d'ouverture : le mercredi 21 septembre, de 10 h à 17 h ; le vendredi 23 septembre, de 19 h à 22 h ; le samedi 24 septembre, de 9 h à 12 h, de 15 h à 19 h ; le dimanche 25 septembre, de 11 h à 17 h ; le mercredi 28 septembre, de 10 h à 17 h ; le samedi 1^{er} octobre, de 9 h à 17 h. Dans le cadre de la clôture de l'exposition, une soirée cabaret est organisée le samedi 1^{er} octobre, à 21 h 30, au profit de « La commune », avec le chanteur Parois Tule.

• REVUE
Le numéro 3 d'« Itinéraire », consacré à Pierre Kropotkine, vient de paraître. Au sommaire : De la noblesse à l'anarchisme, Didier Roy ; Les chemins de l'engagement, Pierre Kropotkine ; 1789-1793, la grande révolution, Yves Blavier ; Kropotkine un géographe novateur, Philippe Pelletier ; De l'entraide à l'éthique, Martine (liaison Bas-Rhin de la FA) ; La conquête du pain, Philippe Boubet ; Kropotkine et la guerre, Georges Host ; De l'autocratie tsariste à la dictature bolchevique, Aurore Kermadec ; L'enterrement de P. Kropotkine, Yves Peyraud ; L'influence kropotkinienne en Asie orientale, Philippe Pelletier ; A l'épreuve du temps, Marc Dehrenne. En vente à la librairie du Monde libertaire au prix de 33 F. Pour s'abonner écrire à : « Itinéraire », 1 bis, rue Emilie, 77500 Chelles.



Souscription

Les éditions du Monde libertaire vont faire paraître le tome II des « Souvenirs d'un anarchiste » de Maurice Joyeux. Le prix de souscription de l'ouvrage est fixé à 100 F. Les chèques sont à libeller à l'ordre de Patrick Marest, et à envoyer à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

sommaire

PAGE 2 : Informations des groupes de la Fédération anarchiste — PAGE 3, Social : Précarité, quelles luttes ?, Editorial — PAGE 4, Luites : Restructuration de la presse, La CGT retourne aux sources ?, Un congrès clés en main, En bref — PAGE 5, Société : Logement, Immigration, Excédents laitiers, la RATP supprime des postes — PAGE 6, Société : L'armée licenciée, Pays basque, La Fondation Saint-Simon — PAGE 7, Dans le monde : Palestine, Mururoa — PAGE 8, Société : Le dépeçage des massifs forestiers, Déchets nucléaires — PAGE 9, Informations internationales : Hongrie, Espagne : bilan de la lutte des enseignants, Brèves — PAGE 10, Expressions : Interview de Michel Ragon — PAGE 11, Expressions : Cinéma, Polar, Dessin, la Révolution française sur Radio-Libertaire, Serge Utgé-Royo et Marie-Josée Vilar à Paris, Programmes de Radio-Libertaire — PAGE 12, Répression : Prisons.

• CASSETTES
« Paroles d'un anarchiste », un entretien de 2 heures avec Maurice Joyeux, une réalisation du Centre culturel libertaire Benoît-Brouchoux. Disponible au 1-2, rue Denis-du-Péage, 59800 Lille ; au prix de 80 F les 2 cassettes (prévoir 7 F pour les frais de port).



• BROCHURE
Les éditions Partage Noir viennent de faire paraître une brochure intitulée « Erich Mühsam (1878-1934) ». Cette brochure est disponible à la librairie du Monde libertaire au prix de 9 F.



liste des permanences des groupes f.a.

RÉGION PARISIENNE

PARIS
Groupe « Louis-Bertho-Lepetit », Paris 1^{er} : permanence au Cercle Garcia-Lorca, 15, rue Gracieuse, 75005 Paris, chaque 1^{er} lundi du mois.
Groupe « Louise-Michel », Paris 18^e : permanence le samedi, de 16 h à 18 h, au 10, rue Robert-Planquette, 75018 Paris.
Groupe « Voline », Paris 20^e : permanences les jeudis à 20 h 30, au 26, rue Piat, 75020 Paris.

BANLIEUE
• Seine-et-Marne
Groupe « Sacco-et-Vanzetti » : permanences tous les dimanches de 10 h à 12 h, au 1 bis, rue Emilie, 77500 Chelles.
• Yvelines
Liaison « Georges-Brassens » de Rambouillet : permanences tous les samedis matin sur le marché de Rambouillet.
• Hauts-de-Seine
Groupe Fresnes-Antony : permanences le samedi de 10 h à 12 h et le dimanche, de 10 h à 13 h, au 34, rue de Fresnes, 92160 Antony, tél. : 46.68.48.58.
• Val-d'Oise
Groupe « Kropotkine » : permanence tous les dimanches matin au marché Héloïse, à Argenteuil.
Groupe de Sarcelles : permanences tous les premiers dimanches de chaque mois, de 11 h à 12 h, au marché de Lochères (à côté de la Poste)

liste des groupes f.a.

PROVINCE

• GROUPES
Aisne : Anizy-le-Château — Allier : Moulins — Ardèche : Aubenas — Bouches-du-Rhône : Marseille — Charente-Maritime : Marennes/Rochefort — Côte-d'Or : Dijon — Doubs : Besançon — Eure-et-Loire : Chartres — Finistère : Brest — Gard : Groupe du Gard — Haute-Garonne : Toulouse — Gironde : Bordeaux (trois groupes) — Ile-et-Vilaine : Rennes — Indre-et-Loire : Tours — Isère : Bourgoin, Grenoble — Loire : Saint-Etienne — Loiret : Montargis — Lot-et-Garonne : Agen — Maine-et-Loire : Angers, Sautour — Manche : Cherbourg — Moselle : Metz — Nord : Lille (deux groupes), Dunkerque — Oise : Beauvais — Orne : Fiers/La Ferté-Macé — Pas-de-Calais : Boulogne — Pyrénées-Orientales : Perpignan — Seine-Maritime : Dieppe, Le Havre, Rouen — Somme : Amiens — Tarn-et-Garonne : Montauban — Var : Groupe Région-toulonnaise — Vendée : Groupe libertaire de Vendée, La Roche-sur-Yon — Vienne : Poitiers — Yonne : Auxerre.

• LIAISONS
Alpes-Maritimes : Nice, Grasse — Ardèche : Tournon — Ardennes : Charleville-Mézières — Aveyron : Sainte-Affrique, Millau — Bouches-du-Rhône : Aix-en-Provence, Arles — Charente : Angoulême — Charente-Maritime : Saintes — Cher : Vierzon — Corse : Ajaccio, Bastia, Porto Vecchio — Côtes-du-Nord : Saint-Brieuc — Doubs : Pontarlier — Gironde : Saint-Malo — Jura : Roche-lez-Beaupré — Béziers — Ile-et-Vilaine : Saint-Malo — Laval — Morbihan : liaison du Morbihan — Nord : Douai — Oise : Noyon — Bas-Rhin : liaison du Bas-Rhin — Haute-Saône : liaison de la Haute-Saône — Savoie : Chambéry — Tarn : Albi — Var : Hyères, La Seyne-sur-Mer, Carcès, Draguignan — Vosges : liaison des Vosges.

Permanence du secrétariat aux relations intérieures :
le samedi, de 14 h 30 à 18 h,
145, rue Amelot, 75011 Paris (M^o République)
Tél : (16.1) 48.05.34.08

Abonnez vous !

LE MONDE LIBERTAIRE
Rédaction-Administration
145, rue Amelot, 75011 Paris, tél. : (16) 1.48.05.34.08

TARIF	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois, 5 n°	35 F	70 F	60 F
3 mois, 13 n°	95 F	170 F	140 F
6 mois, 25 n°	170 F	310 F	250 F
1 an, 45 n°	290 F	530 F	400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50% de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

BULLETIN D'ABONNEMENT
à retourner au 145, rue Amelot, 75011 Paris (France).

Nom..... Prénom.....
Adresse.....
Code postal..... Ville.....
A partir du n°.....(inclus) Pays.....

Abonnement de soutien
Chèque postal Chèque bancaire Autre

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

• « CONTRE VENTS ET MARÉES »
Le numéro 51 de « Contre vents et Marées », journal d'humeur anarchiste de Bourgoin-Jallieu, Chambéry et Lyon vient de sortir. Il est possible de se le procurer en écrivant à : « Contre Courants », La Ladrrière, Saint-Alban-de-Roche, 38300 Bourgoin-Jallieu (le prix est de 5 F le numéro et de 50 F l'abonnement pour un an).



Souscription

Sous les pavés... un livre. Les émissions « Femmes libres », « Chronique du lundi », « Blues en liberté », « Chronique syndicale » de Radio-Libertaire, le groupe Pierre-Besnard de la Fédération anarchiste fêtent les 20 ans de Mai 68 en allant à la rencontre de quelques-uns et quelques-unes de ces anonymes qui ont été les véritables « acteurs » et « actrices » de Mai 68. Les témoignages de nos rencontres seront publiés à l'automne prochain. Pour nous aider à les faire paraître, nous lançons une souscription de 50 F minimum. Les chèques sont à libeller à l'ordre de H. Lenoir et à adresser à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot, Paris 11^e
Directeur de publication : Maurice Joyeux
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : Roto de Paris, 3, rue de l'Atlas, Paris 19^e
Dépôt légal 44 149 — 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 — Publ Routage
Diffusion SAEM Transport Presse

• BROCHES
Le groupe de Toulon diffuse des brochures : étoile noire, étoile rouge et noire, deux mains brisant un fusil (8,50 F l'unité à partir de 5 exemplaires). Les chèques sont à rédiger à l'ordre de NAPPI et à adresser à : CECL, immeuble La mer, rue Montébello, 83000 Toulon.

RMG

Précarité... quelles luttes ?

UN revenu minimum garanti va bientôt être instauré. Déjà, avant les élections présidentielles, cette mesure était prévisible : il ne se passait pas alors quinze jours sans qu'une personnalité ou un parti ne prenne position par rapport au RMG.

Cette réforme n'aura donc rien de surprenant puisqu'elle s'inscrit en toute logique dans ce que l'on pourrait appeler la « gestion sociale » de la précarité et de la pauvreté.

Un « coup » médiatique

Le RMG est avant tout un habile « coup » médiatique et politique...

Quels vont être les bénéficiaires de cette nouvelle allocation ? Les futures conditions d'attribution de ce revenu sont encore mal définies. Apparemment, seront concernées les personnes ne disposant plus d'aucun revenu et ayant épuisé les stages du genre TUC, SIVP, etc.

Mais ces gens n'auront toujours pas de quoi vivre décemment puisque le montant du RMG (environ 2 000 F) suffira à peine à couvrir les frais de logement et d'alimentation. Il faut voir également que, si le revenu minimum permettra à certains de survivre, le pouvoir d'achat de l'ensemble de la population vivant avec de bas revenus n'en continuera pas moins de se dégrader.

La fonction du RMG est d'être un « filet de sécurité », afin de faire mieux accepter par l'opinion publique l'augmentation du nombre de chômeurs, de précaires, d'exclus. En fait, c'est là le principal danger de cette réforme : nous risquons de voir des revenus de misère (bien inférieurs au SMIC) se multiplier et se banaliser, de voir la précarité rentrer en quelque sorte « dans les mœurs ». Cela marque-t-il, sans aucun doute, un net

recul sur le plan social par rapport à ces dernières années. Jusqu'ici, en effet, la solidité de certains « garde-fous » semblait acquise (le SMIC, par exemple). Mais peut-être que la remise en question de ces « acquis » provoquera des réactions et des luttes... En tous cas, il faut l'espérer !

Maintenant, quels ont pu être les objectifs qui ont poussé le gouvernement à annoncer une telle mesure ?

Ce que l'on peut dire, entre autre, c'est que l'idée d'un revenu minimum garanti flotte dans l'air depuis quelques temps déjà. Avancé d'abord par des associations humanitaires (ATD), puis réclamé par des associations de chômeurs, le RMG a été expérimenté jusqu'à aujourd'hui dans une vingtaine de localités environ (essentiellement dans le Nord-Est « sinistré »). Après avoir épuisé les recettes des stages en tous genres, l'Etat, face à une situation de sous-emploi complètement bloquée, face à un accroissement « trop visible » de la pauvreté et (surtout ?) pour préserver sa légitimité en tant que « grand arbitre » s'est décidé à pondre une réforme sur le modèle d'autres pays européens. Mais cette mesure n'est qu'un palliatif : rappelons que non seulement l'objectif de résorber le chômage est abandonné par les politiciens et les économistes, mais que ledit chômage ainsi que la précarité sont appelés à s'accroître dans les années qui viennent (1).

Miettes accordées aujourd'hui risquent fort d'être très insuffisantes demain, et les serviteurs zélés de l'Etat risquent d'avoir fort à faire pour préserver la « paix sociale ».

Et nous la-dedans ?

Il sera très difficile de considérer cette mesure d'urgence (prise par

les socialistes pour redorer leur blason) comme un « progrès ». S'il serait ridicule d'être « contre » cette mesure (de la même manière qu'il serait ridicule d'être contre une augmentation du SMIC), il s'agit en revanche de critiquer son caractère dérisoire, par rapport à l'ampleur des inégalités existantes, de dénoncer les dangers qu'elle véhicule. Enfin, il s'agit de faire des propositions pour lutter contre la précarité et ses effets.

La question est de savoir... ce que nous voulons. Nous ne tenons à préserver ni la « paix sociale » ni un consensus visant à satisfaire toutes les couches de la société ! Notre volonté est, avant tout, d'aller vers une société réellement égalitaire, de combattre, dans le présent, toute forme de hiérarchie économique, politique ou culturelle.

Au problème posé par le chômage et par la précarité, nos propositions ne peuvent être que la réduction massive du temps de travail (tout en changeant profondément l'organisation et la finalité de celui-ci) ainsi que la suppression des inégalités. Ensuite, il faut bien sûr savoir comment et dans quelles conditions se battre. Nous n'avons aucune intention de nous présenter face à l'Etat comme des « interlocuteurs responsables » avançant des « revendications raisonnables » (!). Nous refusons de nous auto-proclamer les « représentants d'un mouvement de chômeurs », contrairement à certains (comme Pagat) qui, au nom d'on ne sait quel « réalisme », sont prêts à passer n'importe quel accord bidon avec les gouvernements ; nous refusons ce type de « réalisme » qui prend en compte uniquement ce qui est possible de faire dans le cadre de la logique capitaliste et étatique, et non ce qui serait effectivement possible de faire. Nous n'avons ainsi aucune intention de mettre notre projet de société, nos refus de ce qui nous paraît inacceptable, dans notre poche, ne serait-ce que provisoirement.

L'Etat à toujours besoin de mettre une tête, un nom sur un mouvement quel qu'il soit. Il a besoin d'interlocuteurs « représentatifs », de « leaders » et, si nécessaire, il les fabrique ; ainsi peut-il avoir, par leur intermédiaire, une prise sur lesdits mouvements. Nous refusons les pratiques « avanguardistes » qui font trop bien le jeu des gouvernements !

Les pratiques « d'action directe »

Nous préférons les pratiques dites « d'action directe » (à ne surtout pas confondre avec le groupe du même nom !). Nous entendons par action directe l'auto-organisation, sur le terrain, des gens afin d'agir concrètement et directement, sans se donner de représentants ni de quelconques intermédiaires, sur les problèmes qui nous touchent, de près ou de loin.

En ce qui concerne la précarité, c'est sur les problèmes de logements, d'alimentation, de santé, d'éducation, de transport, de prisons, etc., qu'il faut agir. Ce qui me semble important aujourd'hui c'est de créer des réseaux d'entraide parmi les habitants d'un quartier, par exemple. Le but de ces réseaux d'entraide serait de rompre l'isolement, de s'informer, de pouvoir faire face collectivement à des saisies, des procès, des expulsions, d'être capable d'occuper des logements vides, de créer des coopératives d'achat, de se sensibiliser aussi à des problèmes qui ne touchent plus directement notre quotidien.

Tenter de mettre en place de tels réseaux semble beaucoup plus réaliste que d'essayer de construire un mouvement des « chômeurs et des précaires » (le nouveau sujet révolutionnaire ?) autour d'une revendication (celle d'un revenu minimum garanti égal au SMIC, par exemple).

Il semble en effet qu'une telle tentative a peu de chance de succès : si les gens ne bougent pas sur les problèmes qui les touchent directement, on peut se demander pourquoi ils bougeraient sur une revendication qui apparaît quand même beaucoup plus lointaine. A supposer que quelques milliers de personnes se regroupent autour d'une telle revendication (un RMG décent ?), ce mouvement ne peut être solide que s'il réussit à s'implanter sur le terrain social, c'est-à-dire à créer les réseaux d'entraide dont il était question plus haut. Alors, pourquoi ne pas mettre d'entrée l'accent sur cette lutte sur le terrain, au lieu de poser le problème en termes de revendications, en mettant ainsi un pied (c'est toujours le mauvais) dans la politique politicienne.

Le plus dur reste à faire

Une augmentation du RMG ne peut être un objectif intéressant en tant que tel. En revanche, si nous sommes capables de créer un rapport de force réel et non pas seulement spectaculaire et médiatique, il est possible que se développe un mouvement qui ne se laisserait pas chloroformer par des mesures démagogiques (style augmentation minimale du revenu minimum !).

Maintenant, pour que ces réseaux d'entraide et de lutte se développent, le plus dur reste à faire ! Une démarche de type volontariste est nécessaire. De plus, comme il ne s'agit pas de créer des petits réseaux d'anarchien-que-pour-nous, une coopération, sur des problèmes précis (expulsions, procès...) avec des associations, des comités, des collectifs de chômeurs, d'habitants, etc., est également indispensable.

RÉGIS

(1) L'INSEE prévoit que le chômage (au sens du Bureau international du travail) finirait par toucher 3,5 millions de personnes en 1991... Et un rapport de l'OCDE récent prévoit que, pour les dix prochaines années, la France sera le pays (de l'OCDE) au plus fort taux de chômage, surtout chez les jeunes.



Editorial

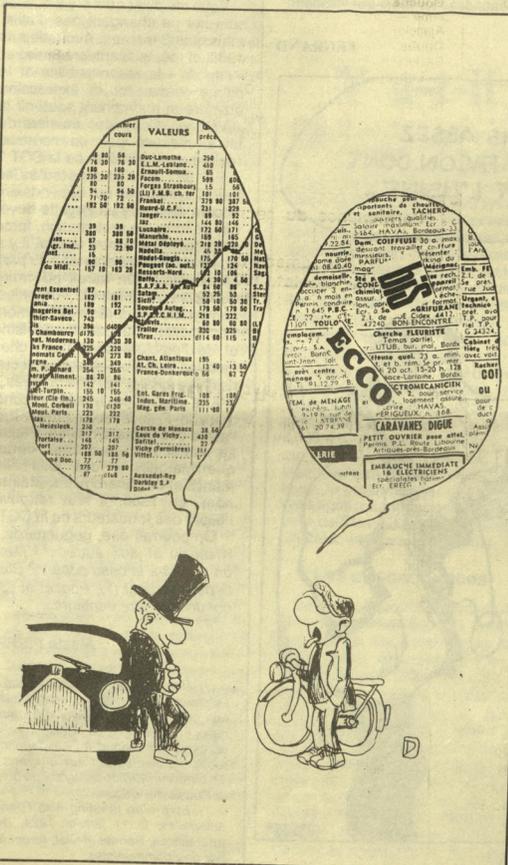
Le saire de Christine Ockrent, étoile de l'information, aura fait couler beaucoup d'encre. Cent-vingt mille francs par mois dans un contexte de restructuration et de rentabilisation des chaînes publiques de télévision c'est une provocation qui fait un peu désordre. Les journalistes seraient-ils chatouilleux côté hiérarchie des salaires ? Nous en prenons acte. Parions que cet émoi sur le Revenu maximum garanti des vedettes TV sera de mise lorsque « nos » députés marchanderont le montant du seuil de dignité humaine : le Revenu minimum d'insertion. Ce n'est pas un des moindres paradoxes que d'imaginer une assemblée de nantis ergoter sur l'utilité et le niveau de ressources nécessaires à la survie, en cette fin du XX^e siècle. Et ce n'est pas tout dans le domaine des paradoxes...

Le monde est dominé par les tenants d'une logique à laquelle nous sommes étrangers. La même semaine, la presse dénonce l'emploi de bombes chimiques par les armées irakiennes contre le peuple kurde, Chevènement — ministre de la Défense — nous apprend qu'armée et école poursuivent la même finalité : la liberté (!), et les jeux du cirque olympique de Séoul s'ouvrent dans un concert assourdissant, une débauche de moyens et de flonflons où les drapeaux nationaux tiennent autant de place que les besogneux du stade. Fidèles à leurs traditions, les militaires auront joué du coup d'Etat : Birmanie et Haïti auront été leurs profs. Chacun à leur façon, et dans des domaines différents, ces événements sortis du vacarme d'une semaine d'actualité, révèlent une partie de la mise en scène de la pièce qui se trame sous nos yeux contre nos intérêts et notre existence même.

Toute cette indignation moralisatrice contre l'armée et le régime irakiens aujourd'hui n'empêche pas nos socialistes au pouvoir de continuer leur besogne de réhabilitation de l'image de l'armée aux yeux du peuple de gauche et par là même de la population toute entière. Chevènement fait plus fort qu'Hernu.

Voudrait-on nous inciter à penser qu'il y a une différence de nature entre les armes chimiques et les armements conventionnels ? Y aurait-il des guerres morales, des armes propres ? Ceux qui montrent du doigt les bouchers de l'armée irakienne feraient mieux d'examiner leurs mains et leur conscience : ont-ils oublié les bombardements des populations civiles vietnamiennes au napalm, les exactions de l'armée française en Algérie ? L'Occident n'a pas le monopole des « guerres civilisées ». Aucune guerre, pas plus qu'aucune armée ne participe à quelque civilisation que ce soit. Faudra-t-il que nous soyons parmi les derniers à l'affirmer ?

Empêcheurs de manipuler en rond, insatisfaits par des spectacles trop bien réglés pour être honnêtes, les anarchistes s'opposent, partout où ils peuvent intervenir, à cette logique et mettront en évidence ces paradoxes dont les victimes sont, depuis trop longtemps, les populations civiles et les laissés-pour-compte.



PRESSE

Consensus... toute !

DANS la presse parisienne, le dernier pavé dans la mare n'a pas fini de faire des remous. L'hebdo de Jean-François Kahn posait le problème en ces termes choisis : « le Nouvel Obs et le Figaro vont-ils fusionner ? » Quelle époque rêvée pour le grand dessein centriste de l'Elysée, après les tripatouillages électoraux, les nouvelles greffes journalistiques !

« Ça, c'est l'ouverture »

Franz-Olivier Giesbert, entré en 1971 au *Nouvel Obs*, et depuis plus de trois ans à la tête de l'hebdomadaire de Perdriel, rentrant dans les mêmes fonctions au *Figaro*, ça c'est de l'ouverture...

Il y a quelques années, Franz-Olivier Giesbert dirigeait le papivore, maintenant il le considère comme un « véritable démocrate ». Il aurait eu pour Philippe Villin, dauphin de Robert Hersant, un « coup de *fourre journalistique* ». On reste confondu devant ce tour de passe-passe, et on n'est pas loin de penser que Jean-François Kahn a touché le problème quand il écrit dans *L'Événement du Jeudi* de la semaine dernière : « Ce spectaculaire transfert, qui n'est pas sans rappeler la pratique qui a cours dans les clubs de football professionnels, est-il en

réalité, si surprenant ? Nous ne le pensons pas (...) ».

Les anarchistes ont toujours déclaré que gauche et droite c'était bonnet blanc et blanc bonnet. Ce dernier avatar du monde de la presse en est un bon exemple ! Une fois n'est pas coutume, recitons Jean-François Kahn : « (...) on comprend mieux pourquoi Jacques Julliard, éditorialiste du *Nouvel Obs*, vient de publier un ouvrage où il proclame urbi et orbi — après Louis Pauwels — qu'il n'y a plus d'idées, que la pensée est morte, que tout se dilue dans le consensus mou et une ouverture flasque, que les têtes sont vides... »

Du coup, on ne cause plus du transfert de JSS au *Fig Mag*, les feux de la rampe sont sélectifs ! Au-delà des banalités genre : « Le journalisme n'est ni de droite ni de gauche. L'important est de savoir si un article est bien écrit, si les informations sont exactes », quel est le problème posé pour les travailleurs du Livre ? (1)

La lutte des papivores

La presse française s'apprête à affronter l'Europe de demain et met pour cela les bouchées doubles question modernisation. Sur-tout que Maxwell (« le rouge », ami de Mitterrand...) met des pions sur



Robert Maxwell.

l'échiquier européen en investissant en France. A Roissy, dans la banlieue nord de Paris,

l'Anglais a loué un terrain non loin de celui d'Hersant pour y installer ses rotatives. Il a de plus le projet, pour 1989, d'un quotidien populaire avec couleurs et bas prix.

On donnait Maxwell comme outsider possible dans la lutte des papivores. Le groupe Hersant a-t-il réussi, par un coup de magie, à attirer dans son orbite un jeune loup du gouvernement, ou est-ce le contraire ?

Quand on se rappelle le coup d'épée dans l'eau des socialistes, il y a quelques années, avec la loi contre la concentration de la presse, on peut se demander si le « gauchisme » de l'après-1981 n'a pas fait place à un pragmatisme conforté par l'ouverture.

A moins que, comme il était cité plus haut, ce ne sont que des brouilleries qui opposent maintenant la gauche française et le *Figaro* ? Formidable époque ! Quand ces gens-là se mettent d'accord, ce n'est jamais bon signe pour les travailleurs, qu'ils soient du Livre ou d'ailleurs.

Sitting BULL

(1) Les gens bien branchés nous appellent déjà les « travailleurs de la communication », mais on aimerait bien avoir notre mot à dire !

en bref...en bref...

• COLLOQUE.

Le « développement » est universalisable ? Comment penser positivement la marginalisation inévitable d'une partie croissante de la population, au Nord comme au Sud ? Le progrès suppose-t-il désormais de sortir du champ de la concurrence ? Ces questions seront débattues lors d'un colloque autour des idées de François Partant, économiste mort prématurément en 1987. Ce colloque a lieu les 15 et 16 octobre 1988, du samedi 14 h au dimanche 17 h, à la librairie La Gryffe, 5, rue Sébastien-Gryphe, 69007 Lyon. Trois films y seront projetés. L'entrée est de 100 F (50 F pour les étudiants et les chômeurs).

• PROCÈS.

Pour avoir créé une association « pouvant porter atteinte à l'intégrité du territoire national » (3 personnes du groupe Louis-Lecoq association !). Un militant du groupe Louis-Lecoq est convoqué au Tribunal de Melun (77), le 4 octobre 1988, à 14 heures en tant que président de l'association. Jean-Jacques de Félice, leur avocat, les ayant rassurés sur les peines encourues (une amende), le groupe Louis-Lecoq tient à être présent lors de ce procès fantoche où il défendra ses convictions antimilitaristes telles qu'elles étaient précisées dans les statuts. L'audience étant publique, chacun peut y assister et venir les soutenir.

CFDT

Congrès de Strasbourg : les jeux sont faits

ON chercherait en vain un enjeu notable pour le prochain congrès confédéral qui verra la fin de l'époque Maire. La nouvelle équipe dirigeante a déjà été définie par le bureau national confédéral. Malgré quelques aléas toujours possibles, rien ne devrait remettre en cause ce bel ordonnancement.

La bataille de succession est terminée

Avant même la publication des projets de textes d'orientation auprès des syndicats, l'issue du débat sur la succession de Maire était connue. Jean Kaspar pourra fêter son intronisation sur ses terres, à Strasbourg.

Mais à travers ce choix, la CFDT a également pris des décisions importantes, sur la composition de la direction collégiale que constitue la commission exécutive. La réduction du nombre de ses membres ne correspond pas au souci de réduire le nombre de permanents, en ces temps de vaches maigres pour les caisses confédérales, mais résulte d'une volonté d'homogénéiser totalement la nouvelle équipe par le départ des plus anciens. Cette opération servant également, sous prétexte de conflits de générations, à liquider celui qui passait pour représenter les derniers relents du socialisme autogestionnaire, Pierre Héritier.

Certes, il n'y avait pas de différences bien substantielles entre les membres de la commission exécutive sortante. On peut quand même s'étonner et s'inquiéter de ce souci d'harmoniser cette structure dirigeante à ce point. Une telle démarche prouve surtout le souci d'empêcher tout dérapage en imposant par le haut la marche à suivre.

Le flou général des orientations

Quant aux textes d'orientation, on y chercherait en vain des questions de fond susceptibles de motiver une levée de boucliers. La com-

mission exécutive est parvenue à concocter des textes, qui restent dans un flou permettant des interprétations ultérieures dans à peu près toutes les directions, tout en maintenant les grandes références (l'autogestion, le changement social, l'objectif du « chômage zéro »).

Pourtant, on sait très bien que la mise en œuvre de cette orientation sera toute autre. Peu importe que les textes revendiquent le droit pour tous à un emploi socialement utile et correctement rémunéré, on sait très bien que le réalisme des dirigeants confédéraux les incitera à donner leur aval à de nouvelles formules de traitement social du chômage comme les TUC, les SIVP... et bientôt le RMI.

Une seule nouveauté mérite d'être soulignée : c'est l'affirmation claire d'une nouvelle conception de l'autonomie tirant les leçons de la détestable image que la CFDT a traînée après 1981, et qui consiste à promettre qu'il n'y aura plus d'appel à voter pour un parti ou un camp politique. Les mauvaises langues prétendent déjà qu'il faut voir là le signe d'une anticipation de l'ouverture au centre pratiquée en d'autres lieux...

Les « non-dits »

Les véritables enjeux de ces textes d'orientation se situent dans les « non-dits ». L'absence de précision dans les orientations n'est jamais due au hasard. Elle procède de la volonté de ne pas impulser les débats que la direction confédérale n'a pas encore tranchés, comme du souci de se garder la plus grande liberté de manœuvre.

Il en est ainsi des discussions en cours sur la recomposition syndicale impulsée par la FEN, et dont on sait qu'elle recouvre de formidables enjeux pour le mouvement syndical. Ce sujet n'est abordé que par une phrase laconique précisant qu'il ne saurait être question de s'engager dans un processus de recomposition qui ne concernerait

que le secteur public, ce qui ferait éclater les liens de solidarité qui existent entre le public et le privé, même ténus, dans les confédérations.

On ne fera croire à personne que ce projet n'est pas plus avancé dans les sphères dirigeantes. Il y a d'autres questions en débat à ce propos et qui mériteraient d'être débattues très largement, ne serait-ce que la question de l'indépen-

dance de cette nouvelle confédération à l'égard des partis politiques. Ne pas en parler signifie qu'on ne rejette pas, a priori, l'éventualité de la création de ce syndicat sur le modèle social-démocrate.

Nous reviendrons bien sûr sur ces débats dans les mois qui viennent.

LEGRAND



L'autogestion toujours d'actualité à la CFDT.

Happy days !

ON vit une époque fantastique : la droite n'est plus rejetée par la gauche, la corruption est dénoncée en URSS et la CGT retrouve les bienfaits de l'action directe !

Vous me direz qu'il n'y a que les sots qui ne changent pas d'avis, mais quand même... Avoir, depuis 1968, et même avant, préconisé et « imposé » la responsabilité et le calme dans toute expression ouvrière et maintenant soutenir la « juste violence » des ouvriers du Livre, n'est-ce pas un nouveau revirement du PCF et de la CGT ?

En 1981, il fallait dans toutes les bases syndicales qui dépendaient encore de la rue La Fayette devenir, de force de protestation, force de proposition. Entre temps, il y a eu les déboires électoraux du parti communiste. On aurait pu croire que cela renforcerait l'organisation syndicale, après avoir démontré l'inutilité du parlementarisme et de l'électoratisme. Las ! chez certains le renforcement du sectarisme partidariste fait des ravages...

A la Libération, il fallait reconstruire la France et la grève était l'arme des trusts. En 1968, il fallait se méfier des gauchistes « presque Marcellin », des juifs allemands et des anarchistes. Maintenant, en 1988, il faut retrouver l'esprit des fondateurs de la CGT !

On pourrait dire, goguenards, à Krasucki et aux autres : « Tiens, on revient à la case départ ? C'est Lepetit Vergéat (1), Poncet et Clot qui doivent être contents... »

Alexis PIERRE

(1) Vergéat, Bertho (dit Lepetit) et Lefebvre partis assister au deuxième congrès de l'Internationale communiste en juillet 1920, à Moscou, étaient réticents par rapport à l'« expérience » russe. Ils disparurent aux environs du 1^{er} octobre 1920 en essayant de quitter la Russie soviétique.

Lors d'un meeting à la Grange-aux-Belles, le 11 janvier 1924, deux anarchistes, Poncet et Clot, furent tués par des communistes.

IMMIGRATION

Rien à signaler ?

QUELQUES bonnes âmes auraient pu penser que la réélection de Mitterrand et la constitution d'un gouvernement rose (très) pâle allaient réellement changer la situation faite aux immigrés durant l'ère Chirac-Pasqua-Pandraud. Mais sur ce sujet, la sainte trilogie semble plutôt avoir fait des émules chez l'« ennemi », l'humanisme mitterrandien s'accrochant fort bien des mesures d'expulsions.

En Loire-Atlantique, les organisations d'aide aux immigrés ne cachent pas leur inquiétude. Après une période de conciliation (de décembre à juin), la préfecture a fait marche arrière, consciente que l'hypocrisie d'un éventuel change-

ment dans les textes n'était pas à l'ordre du jour du gouvernement Rocard. On a l'état de grâce qu'on peut...

Amnistie : expulsions

En 1981, l'amnistie et la grâce concernaient, pour les étrangers, les peines de prison mais également les mesures d'éloignement comme les arrêtés d'expulsions, les interdictions de séjour ou autres reconduites à la frontière. Mais maintenant, fini le temps du « laxisme » ! Il faut rassurer les honnêtes citoyens ! Conséquence de la grâce présidentielle ? 621 expulsions.

En ce qui concerne l'amnistie, il n'y a pas de chiffres précis. On peut juste dire que beaucoup d'étrangers vont connaître les « charters socialistes » du fait de la loi Pasqua (qui les a mis en situation irrégulière) et ce, dès leur sortie de prison. Merci de les avoir amnistie.

La loi Pasqua-Pandraud : au pied de la lettre

Tant décriée par la gauche, cette loi inique n'en a pas été pour autant

abrogée suite aux présidentielles. On en arrive alors à des situations abracadabrantes (et tragiques) pour les étrangers. Des exemples ? En voici !

Mlle M. a vécu en France de l'âge de 3 ans à celui de 16 ans, avec toute sa famille, et suivi une scolarité normale dans « nos » écoles. Mais elle a le malheur de retourner au Portugal pendant 2 ans (de 16 à 18 ans). La préfecture a saisi ce prétexte pour la traîner comme une nouvelle immigrante. Elle devra donc aller chercher au Portugal un visa long séjour d'un an, avec, bien sûr, une demande d'autorisation de travail de la DDTTE (condition pour obtenir une carte de séjour d'un an). Mais voilà, cette demande lui sera refusée au nom de l'opposabilité de l'emploi, c'est-à-dire du chômage.

M. A., lui, a fait ses études secondaires en France tout en travaillant vacances et week-end pour subvenir à ses besoins. Il fait ensuite une capacité en droit. En 1987, on lui interdit de travailler. Suite à une opération à cœur ouvert, il trouve

un emploi réservé aux handicapés, mais là encore, il se heurte au refus de l'administration. Alors, comment peut-il poursuivre ses études sans argent ? On ne lui a pas fourni de réponses. Par contre, il sait qu'on peut désormais lui interdire l'accès aux études sous prétexte qu'il est sans ressources ! Compliqué et absurde n'est-ce pas ?

« Résidence régulière »

Ce ne sont là que quelques exemples parmi beaucoup (trop) d'autres des problèmes auxquels sont confrontés les étrangers. Pour ce qui est de l'accès à la nationalité française, l'administration a transformé la notion de résidence habituelle (celle de la loi) en « résidence régulière ». Pour les organisations de défense et d'aide aux immigrés, cela implique de très longues démarches et le passage devant le tribunal de Grande Instance.

Quant au statut de réfugié politique, il faudra bientôt être muni d'un certificat médical signé par le tortionnaire pour en être bénéficiaire. Le taux de rejet des deman-

des d'asile par l'OFPPA (1) est passé de 14% (1973) à 67,3% (1987). Sur 26 631 décisions prises par cet organisme, 17 924 ont été sanctionnées d'un « Non », que l'on peut considérer comme sans appel puisque la commission de recours suit la même politique (94% des recours ont été rejetés).

Telle est donc la politique faite aux étrangers dans le pays des droits de l'homme. Face à cette situation catastrophique, une seule solution : se mobiliser encore et toujours pour pousser le gouvernement socialiste à faire abroger la loi Pasqua-Pandraud, pour obtenir l'égalité des droits entre Français et immigrés, en attendant l'Europe de 1993 et son cortège de lois douteuses.

PATSY (Gr. de Nantes)

Cet article a pu être réalisé grâce à une contribution écrite du GASPROM-ASTI de Nantes (Groupement accueil service promotion du travailleur immigré).

(1) DDTTE : Direction départementale du travail et de l'emploi.

(2) OFPPA : Office français de protection des réfugiés et apatrides.

Un pavé dans la mare

EN décembre 1986, la Société anonyme de crédit immobilier des environs de Paris (SACIEP) décidait de lancer un vaste projet de construction dans le XX^e arrondissement de Paris, rue de la Mare. Dans cet îlot du vieux Belleville, où de nombreux bâtiments peu élevés subsistent entre des immeubles de cinq étages, les promoteurs sont à la recherche de ces « dents creuses » qui, une fois rasées, laisseraient la place à du neuf et à une bien plus belle plus-value.

De l'intimidation...

Hélas ! (pour eux) locataires et copropriétaires ne l'entendent pas de cette façon et se sont opposés énergiquement au projet. La SACIEP a acquis, fin 1986, un immeuble situé au 79 de la rue de la Mare, sans pouvoir cependant en déloger tous ses occupants. Le permis de construire deux immeubles de deux et cinq étages ne sert à rien tant que les récalcitrants ne baissent pas les bras et refusent de livrer leur quartier aux bulldozers.

Après les parpaings murant les fenêtres, sont venues les menaces verbales, les coups de téléphone anonymes et les visites de « négociateurs » de la Société anonyme d'HLM de Paris et de ses environs (SAPE).

à la résistance...

Devant tant de résistance, la SACIEP a décidé d'étendre son projet en démarchant au 77 de la rue de la Mare. Sur 27 copropriétaires, seulement cinq ont refusé de vendre leurs parts. Les appartements de cet immeuble ayant tous été murés après le rachat, les derniers occupants ont assigné en référé la SACIEP devant le Tribunal de Grande Instance de Paris, lui demandant la remise en l'état d'origine des lieux. Au 75 de la rue de la Mare, l'ensemble des copropriétaires également contactés ont refusé de céder leurs ateliers d'artistes.

Les propositions de rachat à 3 000 F le m² ont eu beau monter à 10 000 F le m² pour certains lots, de nombreux habitants du quartier refusent toutes les propositions de la SACIEP. Leur seul désir est de continuer de vivre dans un quartier qu'ils aiment et qu'ils refusent de voir défigurer à plus ou moins brève échéance. Le projet de « restructuration » de Belleville à la sauce SACIEP prendra-t-il le pas sur la réhabilitation de cet îlot de verdure qui, lui, est parfaitement à sa place.

Le fric contre un des derniers « villages » parisiens, un beau pavé dans la mare qui n'a pas fini d'éclabousser...

C. BAUDOT



Pasqua et Pandraud sont partis, leur loi est restée.

RATP

Y a-t-il un pilote ?

POURQUOI cette question saugrenue ? Tout simplement parce que la RATP va supprimer les postes de conducteurs du métro en mettant en service le système AIMT (Automatisation intégrale du mouvement des trains). Bien sûr, cette transformation ne se fera pas du jour au lendemain : il est prévu de modifier les lignes de métro au fur et à mesure du remplacement du matériel usé. Ce qui, pour l'ensemble du réseau ferré, s'étendra sur une période de vingt à vingt-cinq ans. Mais, déjà, d'ici quelques mois, au moins une ligne sera équipée avec le système AIMT (1). Et toute nouvelle ligne qui sera mise en chantier, sera intégralement automatisée. D'ailleurs, le projet Meteor d'une nouvelle ligne reliant la gare de Lyon à celle de Saint-Lazare, avec arrêt à Châtelet, utilisera ce système.

Les conséquences

Les conséquences sont multiples. En premier lieu, 75 à 80% des postes de conducteurs du métro seront supprimés (il y en a actuellement 2 700). Les 20 à 25% restants seront affectés sur des postes techniques ou commerciaux qui restent à définir. Il n'y aura pas de licenciements secs, puisque les départs se feront par reclassement à l'intérieur de l'entreprise ou par les départs à la retraite. Mais, cela signifie quand même plusieurs centaines d'emplois en moins sur

le marché du travail, auxquels il faut rajouter la suppression de 450 postes de chef de manœuvre, prévue d'ici quelques mois. Seul le réseau du RER n'est pas concerné par l'AIMT, ce qui préserve pour l'instant 700 emplois. La physionomie du métro va changer aussi : les quais seront équipés de portes palières, afin d'empêcher l'accès aux voies, comme cela est le cas dans le métro lillois.

La logique du profit

L'enjeu est d'importance : va-t-on enfin se décider à utiliser l'innovation technique pour aider l'homme, ou va-t-on, comme toujours, l'utiliser pour supprimer des emplois ? Rappelons que les investissements, les coûts de maintenance et la fraude ont annulé les gains de productivité liés à la suppression des postes de poinçonneurs, de chefs de train et de chefs de station. Ce ne sont pas les stages bidons, les TUC et autres SIVP en vigueur actuellement qui remplaceront les 2 500 à 3 000 emplois qualifiés supprimés. Cela découle d'une logique facile à comprendre : le profit, toujours le profit, et tant pis pour les travailleurs et les usagers, qui en subiront les conséquences.

Jean-Pierre Gr. « la Cecilia »

(1) Sans doute la ligne n° 11, Châtelet-Mairie des Lilas.

AGRICULTURE

Vers une rentrée syndicale agitée

Fin septembre, la « paye de lait du mois d'août » arrivera amputée des pénalités prélevées pour dépassement des quotas laitiers. Si pour certains les pénalités sont égales à zéro, pour d'autres, l'ardoise sera dure à digérer.

La moitié des producteurs de moins de 60 000 litres de lait par an (25 000 paysans concernés en France) se verra prélever autour de 6 000 francs en moyenne, répartis sur quelques mois. Et ils auraient dû payer 10 000 francs, s'ils n'avaient pas été enfin considérés comme prioritaires par le ministre de l'Agriculture. Mais, si la gestion des quotas laitiers était rigoureuse, les petits producteurs auraient pu être dispensés des pénalités. En effet, certains éleveurs ne font pas tout leur quota et, logiquement, les prioritaires devraient hériter de la production rendue ainsi « disponible ». Or, les laiteries, gestionnaires des quotas, s'amuse de la réglementation en vigueur et répartissent les droits à produire à la tête du livreur, choisissant elles-mêmes leurs prioritaires, qui sont rarement ceux qui produisent moins de 60 000 litres par an.

Les quotas ont donné lieu à une floraison de magouilles en tout genre, avec la complicité évidente des pouvoirs publics et du syndicalisme officiel (FNSEA, CNJA) qui, pour diverses raisons, ont laissé les entreprises de collecte et de transformation du lait faire ce qu'elles voulaient. Ces dernières se sont ainsi débarrassées de bon nombre de salariés et de paysans-livreurs.

Début juillet, la Confédération paysanne (CP) a fait savoir qu'elle n'aurait pas joint son silence à celui, gêné, des fossouyers d'une agriculture soucieuse de ses producteurs et consommateurs. Ceux-là déclarent qu'un système de quotas (1) serait trop difficile à gérer pour justifier un système de quotas dont les règles varient et ne s'appliquent pas à ceux qui ont le bras long.

Au prix du cochon

Invités par les pouvoirs publics à discuter des mesures à prendre vis-à-vis des éleveurs de porcs, le syndicalisme officiel se retrouvait, pour une fois, à la même table que le principal syndicat agricole concurrent de la FNSEA et du CNJA, la CP. Les pontes de ces deux syndicats, « interlocuteurs prioritaires » du ministère de l'Agriculture, ont refusé de siéger, considérant que les éleveurs étaient mal représentés. Le ministre leur a répondu que la présence de la Confédération paysanne était due à une erreur de convocation, reconnaissant implicitement que seuls la FNSEA et le CNJA étaient aptes à défendre les éleveurs de porcs ! Curieuse conception du pluralisme syndical pour les adeptes d'un socialisme à visage libéral...

En 1982, 595 millions de francs avaient été alloués à la moitié des « cas difficiles » recensés à l'époque. Pour une moitié de ceux qui avaient été aidés, les difficultés durent toujours. Depuis 1982, la conjoncture agricole a créé de nouveaux « cas difficiles » ; pour les aider, en 1988, 275 millions de francs seront débloqués, à titre symbolique pourrait-on dire.

L'hiver prochain, auront lieu les élections des chambres d'agriculture dans chaque département. Par rapport aux élections précédentes (1983), la représentation des salariés de l'agriculture a été fortement réduite (moins de sièges à pourvoir). Par ailleurs, le scrutin proportionnel, qui avait permis la présence du syndicalisme minoritaire (MODEF, FFA et syndicats ayant constitué la CP), est abandonné au profit du scrutin majoritaire.

D'ores et déjà, les notabilités de l'agriculture se soucient de leurs futures casquettes, tout en faussant le rôle du syndicalisme qui aurait pourtant fort à faire cet automne pour défendre paysans et salariés de l'agriculture.

J. C. (Rennes)

(1) Voir le Monde libertaire n° 690 du 14 janvier 1988.

LA FONDATION SAINT-SIMON

Les fondateurs du centre

RÉCEMMENT, un hebdomadaire croyait faire l'événement en déclarant que les partisans du consensus social et du centrisme n'ont aucun moyen de se faire entendre. Médias et centres de réflexion seraient entièrement contrôlés par les adeptes archaïques du conflit droite-gauche. Ce genre de propos est une aimable plaisanterie quand on connaît les formidables moyens dont dispose le lobby « moderniste » (1).

La Fondation Saint-Simon

On ne nie plus l'importance des cercles de pensée dans la conquête du pouvoir. Ils ont permis au PS de préparer la victoire, ceux de la nouvelle droite ont banalisé l'idéologie raciste et fasciste.

La Fondation Saint-Simon, créée en juillet 1982, tient à la fois du groupe de pensée et du lobby. Alors que les clubs du style « Démocratie 2000 » sont là pour amuser la galerie en faisant croire à un consensus spontané au sein de la classe politique, la Fondation, elle, est un levier vers le pouvoir. Elle dispose de gros moyens si l'on en juge par les cotisations que versent les PDG qui y adhèrent. Elle est aussi composée d'hommes d'Etat et d'intellectuels dont la contribution est toute différente.

Son idéologie est simple : il faut restructurer le capitalisme avec assez d'adresse pour éviter les tensions sociales, et avec assez de chance pour que les salariés payent intégralement la note. Jusque-là, rien d'original... Il faut aussi l'ouverture au centre afin que la réhabilitation du profit soit durable, voire immuable. A ce titre, le modernisme pourrait s'apparenter à un totalitarisme mou. C'est-à-dire que l'on ne discute pas avec ceux qui veulent transformer la société. On les ridiculise ou on les censure. Il y a une nuance, dans leur « Enrichissez-vous », avec les libéraux qui, eux, affrontent en face les syndicats et les contestataires (voir les manifestants de 1986 et leur fin tragique).

A côté des responsables de grandes entreprises (BNP, Rhône-Poulenc, Cap-Gemini, CERUS),

on trouve des gens de presse comme Serge July. Beaucoup de membres de la Fondation sont d'ailleurs actionnaires de *Libération*. Jean Daniel assure le soutien du *Nouvel Observateur*, Jean Boissonat, celui de *L'Expansion*. Enfin, *Le Monde* apporte un soutien indirect, nous y reviendrons.

Même s'il n'est pas possible de déceler toutes les initiatives de la Fondation (2), rappelons qu'elle est l'instigatrice de l'émission de télévision « Vive la crise », en 1984, avec Yves Montand. Un de ses membres, Alain Minc (PDG de CERUS), a fait un best-seller de son livre *La machine égalitaire*, spontanément soutenu par certains journaux... Il y attaque les nantis comme ces petits fonctionnaires (vous savez, votre facteur) qui s'enrichissent sur le dos des



Roger Fauroux.

chômeurs. Si les saint-simoniards s'opposent à l'Etat-Providence, ils ne disent rien contre l'Etat-Entrepreneur, et pour cause : certains de leurs adhérents sont dirigeants d'entreprises nationalisées...

Les réseaux de la Fondation

Il ne semble pas que la Fondation ait tranché entre le centre droit et le centre gauche. Puisque l'ouverture s'est faite à gauche, c'est le gouvernement Rocard qu'elle soutient. On s'attendait en 1988 à ce que les membres de la

Fondation investissent en plus grand nombre le gouvernement Rocard, apparemment la prudence est de rigueur. Un seul membre occupe une place de choix : Roger Fauroux, le ministre de l'Industrie. Ce responsable de l'Institut catholique de Paris est un gros actionnaire du *Monde*, ancien directeur de l'ENA et ex-PDG de Saint-Gobain. Il semble d'ailleurs que cette firme ait essayé : Alain Minc, le bras droit de Carlo de Benedetti, en était le directeur financier. Les caciques du PS ont toutefois mis le holà cet été, lorsque Fauroux a essayé de placer un ancien de Saint-Gobain à un poste de direction économique (selon le *Canard enchaîné*).

Par contre, la Fondation marque des points à la CFDT. La nomination de l'un de ses membres, Jean Kaspar, à la tête du syndicat est une victoire. Edmond Maire avait échoué un peu plus tôt à imposer un autre membre de la Fondation, Lichtenberger. Avec Kaspar, les saint-simoniards sont sûrs que la CFDT ne gênera pas la politique du consensus social. Mais de cela, on s'en doutait...

Dans le domaine universitaire, la poussée moderniste est contenue malgré l'adhésion de plusieurs historiens (Le Roy-Ladurie, directeur de la Bibliothèque nationale, François Furet, responsable à l'Ecole des Hautes Etudes). Une grosse campagne a été lancée à l'occasion du bicentenaire pour imposer les thèses « révisionnistes », c'est-à-dire une vision de la Révolution française déglacée des interprétations sociales. Mais pour l'instant, l'histoire à dominante marxiste tient bon à la Sorbonne. Il est amusant de voir nos modernistes s'opposer tout d'abord à la commémoration puis, après leur échec, réclamer des postes pour les cérémonies du bicentenaire. La « lucidité » s'accomode mal de certains appétits...

En économie, l'affaire de la Société générale de Belgique montre aussi que le capitalisme traditionnel (Suez) n'est pas décidé à laisser la place aux jeunes loups comme Alain Minc !

Malgré ces demi-succès, la Fondation n'est pas menacée. Il faut souligner l'extrême souplesse de ses animateurs. Ainsi, les saint-



Jacques Delors.

simoniards sont partisans de la médecine à deux vitesses (une pour les riches, une pour les pauvres), mais Jacques Delors, membre illustre, confiait à l'émission de télévision « La marche du siècle » qu'il ne fallait pas affronter les Français qui tiennent, pour l'instant, à leur protection sociale. De même, Serge July estime que le centre ne se construira pas avant 2 ou 3 ans. Il est vrai que le temps travaille pour eux, puisque personne ne démasque leurs réseaux. Pourtant, l'échec (relatif) des clubs de la nouvelle droite n'est-il pas dû à la dénonciation systématique de leurs manœuvres ? Il faudrait certainement en

faire de même avec les modernistes : au lieu de s'arrêter sur la vision d'un capitalisme monolithique, rattacher les « hommes de bonnes volontés » à leurs copains, et à leurs ambitions.

SOKOL

(1) Le « modernisme » est aussi appelé « soft idéology », mais ce terme ne prend pas en compte l'aspect chrétien de cette doctrine. Voir à ce sujet : M. Prévotet, *Cléricalisme moderne et mouvement ouvrier*, Ed. Volonté anarchiste, en vente à la librairie du Monde libertaire.

(2) Elle organise des colloques très chics qui ne sont que l'aspect le plus visible de son action.

HUMEUR

L'armée licenciée !

« L'armée de terre au régime de rigueur », titre le journal *Libération* du 12 septembre 1988. Suit une interview de Jean-Pierre Chevènement, ministre socialiste des armées.

N'avez aucune crainte, le Parti socialiste est toujours patriote et nationaliste ! A ce qu'il dit, on va réduire les effectifs de 1 474 postes parmi les officiers et les sous-officiers professionnels, et cela continuera l'an prochain. L'armée compte 296 000 militaires, dont 110 717 professionnels et 185 272 appelés auxquels s'ajoutent les 40 100 employés civils. Cela fera une diminution d'effectifs d'un bataillon.

L'armée licenciée donc bien moins que dans la sidérurgie, une prime de départ est prévue ; le reclassement aussi. Elle va avoir son plan social comme pour de vulgaires métallos. On va bientôt les inscrire à l'ANPE, quelle engageance ! Cela vise un personnel sous contrat. Chevènement affirme que cela n'est qu'un dégraissage. Comme dans les chantiers navals, rajoute-t-on !

Va-t-on faire hara-kiri à l'armée permanente ? Va-t-on vers le désarmement unilatéral, cheval de bataille de nos amis de l'Union pacifiste de France ? Que non ! Chevènement est pour l'armée et la défense nationale. On se demande ce qu'elle va devenir cette armée dans l'Europe de 1993 ? Il y aura certainement double emploi. Cocorico ! ils vont nous la garder cette armée ! Le PCF peut proclamer à tous les vents que quarante milliards de moins pour la défense, ce serait quarante milliards de plus pour l'éducation. A cela, Chevènement réplique : « Cette opposition est facile. Elle est démagogique. » A cela, nous répondons : plus de budget pour l'armée ! Tout pour les chômeurs et les recyclés de la grande muette !

Ecoutez Chevènement : « La défense nationale appartient au pays tout entier. Elle ne doit pas être une affaire de droite ou de gauche. A partir du moment où nous avons bâti notre défense sur un concept de dissuasion, il est déterminant pour la crédibilité de celle-ci qu'il se manifeste un large assentiment populaire, indépendamment des différences politiques légitimes. » Chevènement cite aussi Jaurès, dans son livre *L'armée nouvelle* : « Ces charlatans du patriotisme qui couvrent d'un prétexte d'intérêt national les convoitises et les haines d'un esprit de classe. » Pauvre Jaurès qui est mort assassiné la veille de la guerre. Guerre à laquelle il aurait participé comme bien d'autres avec sa fougue habituelle.

Dans la symbiose école-armée, avec Chevènement on est en plein dedans ! Il dit : « Les exigences de la défense ne sont pas contradictoires avec celles de l'école. L'éducation et la défense ont la même finalité : la liberté du citoyen. » C'est avec de tels mots et de telles balourdises que l'on envoie les citoyens au casse-pipe et à la répression. Chevènement n'oublie pas que c'est à l'école que l'on apprend à marcher en rang ! C'est un début d'apprentissage de la caserne.

Il y en a d'autres qui ont un autre point de vue sur la liberté ; comme Bakounine par exemple : « le socialisme sans la liberté c'est la caserne ». Nos socialistes parlementaires n'en sont pas là, ils nous préparent des lendemains qui déchantent !

Paulo CHENARD

PROCÈS

« La vieille dame en danger »

PAU, mercredi 14 septembre 1988, encadré de deux flics, l'air légèrement absent, Pantxoia s'installe sur le banc des accusés. A ce moment précis, il est salué par des applaudissements de ses copains venus par car de Bayonne et de Saint-Jean-de-Luz. Le procès se déroule comme tous les procès : les assesseurs du juge, voire même parfois le juge, prêtent une oreille distraite aux plaidoiries et au réquisitoire. Le procès se déroule comme toujours à voix basse, comme si ça n'intéressait personne. Réquisitoire musclé, mais qu'attendre d'autre du représentant du ministère « public », parlant de « la démocratie comme une vieille dame en danger », allant même jusqu'à faire de la désinformation : Luis, le jeune copain de Pantxoia était « soupçonné de flirter avec IK » (IK : Iparretarrak, « ceux d'ETA du Nord »). Il termine son réquisitoire en réclamant une peine maintenue pour Pantxoia (4 ans et une peine supérieure à 4 ans pour Xan et Xabi, ses soi-disants complices).

Les deux avocats de Xan et Xabi montrent facilement la légèreté de l'accusation contre ceux-ci. M^e

Conte, l'avocat de Pantxoia, commence sa plaidoirie en indiquant qu'il représente aussi « des centaines de personnes qui ont pris son cas à cœur » (1). Il rappelle, en reprenant l'expression du procureur : « il est exact que la vieille dame (la démocratie) peut être menacée par la violence, mais il est aussi exact qu'il y a une injustice », rappelant que l'instruction a été bradée et qu'on a ignoré « les raisons qui ont poussé M. Angevin (Pantxoia) à faire ce qu'il a fait », et rappelle, légèrement lyrique, que « chaque génération pose des problèmes à la génération précédente ». Pantxoia a agi à cause d'un « sentiment de dignité et d'honnêteté qui n'a pas supporté que son copain Luis soit expulsé ». Enfin, il lit un extrait de lettre du jeune Luis, qui raconte sa vie à Saint-Jean-de-Luz depuis l'âge de 14 ans... Expulsé, prétendu membre d'un groupe terroriste, il fut relâché au bout de deux heures par la Guardia Civil.

En sortant du Palais de justice, deux banderoles sont déployées sur les marches : « Emprisonnés, expulsés, extradés... Askyl ("Assez") », signée AJIR (2) et « Non à la

répression ! ». Le jugement définitif doit être rendu le 12 octobre 1988.

Pantxoia ne doit pas rester en taule, pour lui, pour ses copains et surtout parce qu'être emprisonné pour un délit d'opinion (comme pour un délit économique) est inadmissible dans cette société qui reste à détruire.

Kriztof Paxarran

(1) On encore signé le communiqué (voir Monde libertaire du 15 septembre). Groupes de rock : Rock Ardi, Haine Brigade, Kortatu, Zerbizio, Prestak, Ubarreko punka, Zeine ere, Herizainak, MCD. Organisations : Collectif Patao, Baldin Ba Da, Assemblée des jeunes de Gasteiz, Paxta, AJIR, Komite lycéens, Komite antinucléaire Ipparalde, SCALP Ipparalde, Rataplok, Gasteiz de Gasteiz (Victoria, Donosti), Groupe autonome de Zirkatu de Bilbao. Fanzines : Basta, Negatif, Ximist.

(2) La campagne continue, pour tout soutien : AJIR (Association des jeunes d'Ipparalde contre la répression), 23 bis, rue des Tonneliers, 64100 Bayonne ; REFLEX, 14, rue de Nanteuil (tél. : 46.45.25.30).

ISRAËL

Voyages à travers les prisons

Le taxi collectif quitté Bethléhem en direction du sud et arrive, une demi-heure plus tard, dans la petite ville palestinienne d'Hebron. La famille descend, et le taxi continue à rouler vers le sud, s'enfonçant dans le désert rocaillieux. Encore une demi-heure, et quelques maisons plates apparaissent à droite. C'est Dhahiriya, bourg frontalier des territoires occupés de Cisjordanie. En face, un monstre se dresse vers le grand ciel, gris de chaleur, sur les rochers ronds. Murs de béton nus, fâcis de miradors, entourés de plusieurs rangs de fils de fer barbelé. Au-dessus, la lumière glaciale de projecteurs en pleine matinée et le drapeau d'Israël, blanc, étoile bleue.

« Nous, ici, nous n'exécutons que des ordres »

Deux Palestiniens, garçons d'environ 15 et 13 ans, s'approchent. « Tu es journaliste ? Ah, c'est grave, ce qui se passe ici », dit l'aîné. « Tu veux faire des photos ? Viens, on va te guider. »

En contournant la prison, en grimpaient par derrière sur les rochers, on peut apercevoir à l'intérieur, plusieurs grandes tentes, où doivent se trouver les prisonniers. Mais à peine une photo prise, des cris, des coups de feu, et le kaki militaire de tous les côtés, mitraillettes pointées. C'est l'arrestation.

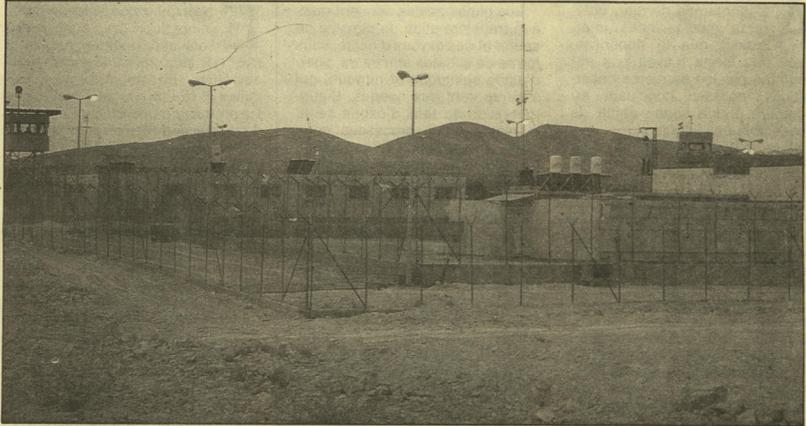
Confiscation du film, interrogatoires durant des heures, coups de téléphones fébriles à Jérusalem et à

Tel Aviv : « Nous, ici, nous n'exécutons que les ordres ! » (Ah ! Cette phrase célèbre !).

Les deux garçons, disparus pendant un certain temps, apparaissent dans le bureau. Yeux bandés, on les tourne contre le mur, où ils subsistent, sans mot dire, les dos voûtés, des coups de bâton sur la tête, le dos, des coups de poings au visage, à l'œil, des coups de bottes. Les tortionnaires sont jeunes, 19 ans, ont des visages frais. Ils font ici leur service militaire. Deux filles — en service militaire également — sont présentes à la scène, en train de flirter ; jolis cheveux bouclés, des vrais pin-ups. Les protestations contre l'insupportable « séance » sont balayées par un souriant : « Ne vous inquiétez pas, ils ont un bon docteur au village ! »

Le cauchemar se termine au couché du soleil par une triple libération, grâce à un passeport étranger et une carte de presse. Dehors, les mères attendent, accroupies dans le sable, dans leurs robes brodées, pièces d'or autour du front. Leurs gosses sont dans un piteux état et le pied droit de Rashad, le plus grand, semble brisé. Mais ils sont vivants... « Viens à la maison manger avec nous. Nous sommes maintenant tes frères et sœurs. » Pourtant, la mère de Rashad, avec un regard sur la prison, ajoute : « Je sens du feu en moi ! »

Feu de rage. Feu de rage ou sentiment glacé d'horreur aussi, pour l'observatrice qui parcourt les territoires occupés, le désert de Neghev, la Galilée et le Golan : la prison est omniprésente. Le fil de fer barbelé



régit en maître dans ce petit Etat, aussi bien dans le camp de Dhahiriya, à côté de Bethléhem, qu'à celui de Kalandia, près de Ramallah, ou dans toute la bande de Gaza où, depuis vingt ans déjà, est entassé tout un peuple chassé de sa terre. A Varsovie, on appellait ça un ghetto. Tragique et incompréhensible renversement de l'histoire, où un peuple de victimes se comporte aujourd'hui en peuple de bourreaux. Dans ces camps, on rencontre surtout femmes et enfants. Peu de jeunes hommes. On montre des photos d'eux : « En prison... Expulsé... A Ansar III... A Dhahiriya... Tué... »

Avant le 8 décembre 1987, début de l'Intifada, on comptait un effectif à peu près permanent de 4 500 détenus palestiniens, en état « d'arrestation administrative ». C'est-à-dire qu'ils sont retenus sans mandat d'arrêt jusqu'à six mois sans procès. En janvier 1988, il y avait déjà environ 1 500 prisonniers de plus. En septembre, on estime qu'il y en a en permanence entre 8 000 et 9 000, même plus. Ces détenus sont entassés dans plusieurs prisons militaires : Fara'a, au nord de Naplouse (Cisjordanie) ; Tulka-rem, au sud d'Hebron (Cisjordanie) ; Ansar II (Gaza City) et Ansar III, près de Kerziot, dans le désert de Neghev, proche de la frontière égyptienne. Et, depuis mai, on a appris l'ouverture d'une prison militaire pour jeunes âgés de moins de 16 ans, à côté de Jérusalem. Elle serait déjà, selon le journal *Hadassot*, peuplée de « plusieurs douzaines d'enfants », les plus jeunes ayant 14 ans.

Tulkarem et Fara'a ne disposant pas de beaucoup de place, on a mis en place Dhahiriya, qui compte environ 200 détenus. Attili casa au début de l'année : 750 prisonniers, à Ansar II environ 1 400 ; on construisit donc Ansar III pour accueillir environ 3 000 détenus et on est en train de l'aménager, pour 3 millions de dollars, afin d'en accueillir le double.

Les conditions de détention sont les mêmes dans toutes ces prisons. Un Palestinien suspecté peut y être détenu pendant 18 jours sans avoir accès à un avocat, un médecin et avoir droit à des visites familiales. Pendant ce temps, il sera interrogé dans des conditions souvent abominables (voir le rapport *Torture in the Eighties* d'Amnesty International) : coups prolongés sur toutes les parties du corps, surtout les organes génitaux ; privation de nourriture, de sommeil, d'hygiène (un sac sur la tête, couvert de sang, d'excréments, d'urine, de vomis) ; chocs électriques (constatés à Fara'a) ; menaces d'électrocution ; gaz lacrymogènes ; terrorisation avec des chiens ; « lavage de cerveau » (comme à Dhahiriya, où les détenus étaient forcés de scander : « Arafat est très mauvais ») ; interrogatoires ininterrompus pendant 24 heures ; confessions incompréhensibles, puisqu'en hébreu, à signer. Bref, tout ce qui est contraire à l'article 5 de la Déclaration des droits de l'homme et d'autres conventions qu'Israël a pourtant bien signées.

Le processus de la déshumanisation

Ahmed Ishani, 17 ans, et Salem Adel racontent, après leur libération, les conditions carcérales à Ansar II : « Trente-cinq personnes vivaient ensemble dans une tente boueuse. Aucun espace entre les lits. Une fois toutes les 24 heures,

nous étions autorisés à aller aux toilettes, et cela pour une demi-minute. Dans la tente se trouvait un grand récipient ouvert pour uriner qui répandait une odeur pénétrante. Pendant le premier mois, pas d'autorisation de se laver le corps ou les vêtements. Après, on nous réveillait parfois en pleine nuit par des douches froides. Pas de savon. Le petit-déjeuner se prenait entre 2 et 5 heures le matin, le repas suivant douze heures plus tard. Il consistait en quelques olives et en un plat froid. Du riz, à peine cuit, une fois par semaine. Ni fruits ni légumes. Le soir, une cuillère de confiture, un œuf et une miche de pain pour quatre personnes. Un bidon d'eau de 5 litres était renouvelé toutes les 24 heures ».

« Le docteur, un militaire, avait comme seul remède de l'aspirine. Dans la tente, un homme avait deux jambes et un bras cassés et des blessures à la tête. Les soldats refusaient même de changer ses pansements. »

Ansar III, le plus grand et le plus récent des camps, ressemble, d'après le témoignage de l'avocate Tamar Pelleg à un camp de concentration : « Le processus de déshumanisation y est perfectionné. Aucun contact avec le monde extérieur, un numéro remplace le nom. La plupart des prisonniers ne savent même pas la raison de leur arrestation. Ils sont entassés à trente dans une tente pour douze personnes. Par manque de place, ils ne peuvent que dormir par roulement. Les prisonniers sont sans occupation, ils manquent d'eau, sont agressés régulièrement par les gardiens militaires, sont laissés sans soins médicaux sous le climat du désert (40° le jour, 0° la nuit), avec de plus les serpents venimeux et les scorpions comme « risques naturels ». Des cubes puants pour l'hygiène », et une fois par semaine l'autorisation de se laver et de laver son linge. Le résultat en est : des infections intestinales et des maladies de peau fréquentes. La plupart des prisonniers sont très jeunes, entre 17 et 20 ans. »

Même du côté israélien, certaines organisations de défense des droits de l'homme et des formations de gauche (le Ratz en particulier) ont dénoncé ces conditions de détention. Mais le ministre de la Défense, Itzhak Rabin, a répondu à toutes les critiques : tout en reconnaissant que ces conditions sont peut-être « incommodes », il pense qu'elles sont aussi une « nécessité actuelle ». Et il ajoute qu'il n'avait pas connu mieux, lorsqu'il était « prisonnier des Britanniques, à Gaza, en 1946. »

Pas loin de Ansar III se déroulait, voici à peine un an, le tournage de... *Rambo III*.

DAGMAR

POLYNÉSIE

Tilt ! au Parlement européen

La semaine dernière fut médiatique au Parlement européen de Strasbourg. La venue d'Arafat en était la cause. Invité par le groupe socialiste, pour la petite histoire, les journalistes ont rapporté avec brio les vociférations des uns et des autres dans l'incompréhension toujours quasi générale. Certes, le sujet mériterait que l'on s'y arrête. Toutefois, ce même jour, un autre événement se déroulait dans les mêmes lieux. Plus calme à priori, mais pas moins important.

Dans ce contexte européen, qui vous promet « des lendemains qui chantent », grâce au grand marché européen, émane une voix... Celle de la France, première puissance nucléaire de ce futur grand bloc.

Les ministres sont au garde-à-vous !

Après ses imbéciles déclarations, Brice Lalonde, qui assume pleinement son rôle de secrétaire d'Etat à l'Environnement dans ce gouvernement, persiste et collabore à la médiocrité et la lâcheté de ses prédécesseurs. N'a-t-il pas annoncé comme eux, cet été, après un bref survol de l'atoll de Mururoa, que les essais nucléaires n'ont aucun effet sur la santé des Polynésiens. Quelle peripateticité ! Comment peut-on en être convaincu, puisqu'aucune mission n'a pu être effectuée sur la totalité de l'atoll, et surtout sans le contrôle des autorités sanitaires militaires ? De plus, un film de Cousteau a été classé « confidentiel défense ». Pour quelles raisons ? La conspiration du silence persiste.

Un projet qui date de 1985

Mais que s'est-il passé la semaine dernière, le mardi 13 sep-

tembre, au Parlement européen ? Un projet d'envoi, en Polynésie française, d'une commission d'experts indépendante et internationale devait être voté. Elle doit comprendre (cette fois) des médecins compétents dans les domaines en cause, à savoir les cas de cancers, de malformations congénitales ou de mortalité prénatale. Depuis 1985, au Parlement européen, la France ne s'y opposait pas, mais refusait de participer aux discussions. La démocratie parlementaire continuait sa route... Mais, à la veille de ce vote



Un champignon polynésien (sans danger, selon Brice Lalonde).

qui nous interpellait, malgré nos espoirs incertains quant aux débouchés, le gouvernement français intervenait en prétextant la faiblesse du dossier... Il remettait, début septembre, 60 pages complémentaires, en français (à traduire...), qui auront comme conséquence immédiate de retarder le vote. Sans doute pour mieux sauter en fin de session, comme le supposent nombre de partisans de la dénucléarisation de Pacifique.

La machine parlementaire est bien huilée, et il sera en effet bien dur de redébattre du projet cette année, avant la fin de la session. Quant à savoir si l'unanimité se fera l'année prochaine, pour se remettre à table devant ce plat de résistance antinucléaire, les prévisions sont maigres, la France entendant bien exploiter sa pole position dans le domaine militaire-nucléaire.

« La militarisation intégrale, comme ose le prôner Gisèle Charzat, députée française au Parlement européen, cela grâce à l'armement atomique qui introduit entre les nations une confrontation permanente requérant une stratégie intégrale où la politique est assujettie au militaire. » « La France, Toujours d'après Gisèle Charzat, a la chance d'être une puissance nucléaire dans les grands programmes militaires essentiellement centrés sur les défenses spatiales anti-missiles. »

Bref !

Pour résumer cette situation, la France, aujourd'hui au pied du mur, use d'une pirouette pour entraver, comme elle le fait depuis 20 ans, toute mission sanitaire qui mettrait à jour sa responsabilité dans la destruction du territoire et du peuple polynésiens.

Afin de permettre que la vérité soit connue, SOS-Tahiti, association connue des lecteurs du *Monde libertaire*, continue ses activités pour l'arrêt des essais atomiques à Mururoa. Prochaine-ment, un compte-rendu détaillera la situation en Polynésie et les activités entreprises par SOS-Tahiti (1).

Jean-François

(1) SOS-Tahiti : 19, cité Dupont, 75011 Paris.

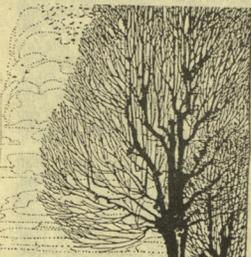
POLLUTION

Les forêts

AU printemps dernier, différents médias nous informaient que le dépérissement des forêts n'avait pas été confirmé par les dernières observations, celles-ci concluant au contraire à une bonne santé de l'ensemble des végétaux.

Il semblerait, en fait, que ces dernières affirmations demandent à être vérifiées ! (1)

Le dépérissement aurait été observé en Europe, dès 1980, sur des espèces de résineux (sapins, pins sylvestres, épicéas), et de feuillus (chênes et hêtres). Sur le sapin, il se manifeste souvent par une chute progressive des aiguilles, du bas vers le haut et de l'intérieur vers l'extérieur. La couronne de l'arbre devient progressivement transparente. Dans les Pyrénées et certaines régions des Alpes, il y aurait un jaunissement assez intense, suivi d'une perte d'aiguilles. L'épicéa dépérit en jaunissant de manière spectaculaire dans les Vosges et le Massif Central, plus discrètement dans le Jura et les Alpes. Le pin sylvestre jaunit rarement, mais la moindre perte d'aiguille conduit à des valeurs de défoliation très élevées. Pour le chêne et le hêtre, le dépérissement apparaît à la périphérie de la couronne par un jaunissement prématuré.



En France, l'arbre est considéré malade si la perte de ses feuilles (ou aiguilles) atteint 25%. Mais l'estimation se fait à l'œil. Elle est donc conditionnée par l'optimisme ou le pessimisme des forestiers. L'estimation se fait de la mi-août à la mi-septembre, sur 40 000 arbres répertoriés, et répartis en placettes de 24 arbres. Il faut préciser que les forêts de montagne gérées par l'ONF sont surreprésentées, alors qu'elles ne correspondent qu'au quart de l'ensemble des forêts françaises.

L'établissement des statistiques est différente suivant les pays. En RFA, par exemple, le seuil de défoliation à partir duquel l'arbre est considéré malade est de 10% ! Cette bataille de chiffres nous rappelle la polémique autour du seuil de radioactivité admissible pour l'espèce humaine.

« L'état des forêts françaises en 1987 »

La forêt française serait à 80% en bonne santé. En ce qui concerne les dépérissements observés, il y aurait en effet une amélioration pour l'épicéa et le sapin des Vosges. Mais pour le pin sylvestre et les feuillus, on assisterait au contraire à une aggravation.

Chez les feuillus, le jaunissement était observé sur 8,7% de la population répertoriée en 1986. En 1987, il passe à 25,3%. La défoliation, de 3,2% en 1986, passe à 8,2%. Ce serait le hêtre qui serait le plus atteint, en particulier dans le Jura, les Alpes et les Pyrénées. L'état du chêne, en dehors des Pyrénées, serait resté stable.

Certains chercheurs orientent leurs travaux du côté des pollutions. Les composés incriminés sont le dioxyde de soufre, l'ozone et les oxydes d'azote.

Les pluies acides seraient dues à la transformation du dioxyde de soufre et des oxydes d'azote, sous forme de sulfates et nitrates, voire d'acide sulfurique et nitrique, qui s'incorporent aux nuages. L'augmentation du taux d'ozone serait le résultat d'un processus complexe concernant l'action photo-oxydante des rayons ultra-violet du soleil sur les hydrocarbures et les oxydes d'azote présents dans l'atmosphère (2).

Comment ces composés agissent sur le milieu forestier ? Il est encore difficile d'émettre des hypothèses. Les processus chimiques et biologiques à étudier, leurs interactions, sont complexes. Le jaunissement prématuré des feuillages serait dû à des carences nutritives. Des analyses de sols font ressortir une baisse de fertilité et une acidification...

D'autre part, la mauvaise santé des arbres les rend plus vulnérables aux parasites : champignons, insectes, virus.

Ecologie et politique

Pour diminuer la pollution croissante de l'atmosphère, des décisions avaient été prises, il y a déjà quelques années, au niveau européen. Il s'agissait de la mise en place sur tous les véhicules automobiles de pots catalytiques, et de la suppression du plomb dans l'essence.

En 1986, il y avait en France, une petite centaine de pompes à essence sans plomb. Pour l'été 1988, il y en a 1 000. En 1985, la RFA comptait 15 000 points d'approvisionnement. Il faut préciser aussi que les automobilistes français utilisent l'essence plombée. Les pompes « vertes » ne sont donc utilisées que par les Allemands, les Suisses, les Autrichiens, les Danois... En RFA, en Suisse, en Autriche et dans les pays scandinaves, l'essence sans plomb est détaxée, ainsi que les automobiles équipées de pots catalytiques. En France, c'est le contraire !

Les 28 et 29 juin 1988, les ministres de l'Environnement des pays de la CEE établissent le projet d'appliquer « les normes anti-pollution » aux petites voitures (moins de 1 400 cm³). Le gouvernement français a mis un coup d'arrêt à ce projet, le 20 juillet, en indiquant qu'il ne pouvait donner son accord aux décisions prises. Auparavant, la direction de la firme Peugeot s'était violemment élevée contre les décisions « qui entraîneraient une hausse de prix de 6 à 7% de ses voitures ». Le 1^{er} août, le ministre de l'Environnement autrichien se déclarait en faveur d'un boycott des automobiles françaises...

Ces querelles de politiciens ne sont en fait que la concrétisation des trafics d'influences entre intérêts économiques particuliers. Pouvaient-ils en être autrement ? La recherche de bénéfices et de privilèges toujours plus importants n'est-elle pas le principal objectif des classes dirigeantes ? Les pollutions et l'écologie ne peuvent-elles pas être aussi une occasion de bénéfices et privilèges ?

C. D.
(Liaison d'Evreux)

(1) Voir le Monde libertaire n° 628 du 11 septembre 1986.

(2) Dans mon article « Les pluies acides » (Monde libertaire n° 628), j'écrivais : « à l'origine des pluies acides, il y aurait l'action photo-oxydante des rayons ultra-violet émis par le soleil sur les hydrocarbures et les oxydes d'azote (...) qui se transformeraient en ozone ». Le passage demande à être précisé. En effet l'ozone n'est pas un acidifiant mais un oxydant.

NUCLÉAIRE

Les déchets radioactifs

EN ce qui concerne les déchets industriels, les principales sources de pollution radioactive (1) concernent les centrales nucléaires. En amont, il y a les mines d'où l'on extrait l'uranium. La production annuelle, en France, de résidus miniers, correspondrait à un volume d'environ 500 000 m³ pour une production de 4 000 tonnes d'uranium. Ces résidus miniers contiennent du radium (métal d'une intense radioactivité) sous une forme insoluble dans l'eau. Ensuite, il y a les rejets des centrales nucléaires, faiblement radioactifs. Ce sont des effluents sous forme de gaz ou liquides. Ils contiennent du xénon ou du krypton, une fraction du tritium. Enfin, il y a les déchets classés en catégories A, B et C.

Les déchets de catégorie A.

Ce sont ceux de faible et moyenne activité, à courte période, n'ayant qu'une légère teneur en émetteurs alpha. Ils proviennent des centrales nucléaires et des usines du cycle du combustible, des centres de recherches, d'utilisateurs divers de radioéléments (hôpitaux, etc.). Ils seraient conditionnés en fûts métalliques ou de béton. En France, 30 000 m³ par an. Ils sont stockés à la surface du sol au centre de la Hague. La Hague pouvant recevoir 500 000 m³, il est en passe d'être complet, et un autre dépôt sera prochainement ouvert à Soulaire, dans l'Aube. Théoriquement, ces sites doivent être contrôlés pendant 300 ans, à la suite de quoi ils pourraient être abandonnés sans précautions particulières.

Les déchets de catégorie B.

Ce sont ceux de moyenne activité. Ils contiennent des émetteurs alpha à vie longue. Ils proviennent des opérations de retraitement de combustible. Ils sont conditionnés dans du béton ou du bitume. On en produirait, en France, 700 m³ par an. Ils sont stockés provisoirement à la Hague, avant d'être traités comme les déchets de catégorie C.

Les déchets de catégorie C.

Ce sont ceux de haute activité, pouvant contenir des émetteurs alpha à vie longue. Ce sont les résidus de retraitement du combustible des centrales nucléaires, après que les matières « utilisables », uranium et plutonium, soient retirées. En

France, ils commencent par être stockés sous forme liquide, dans des cuves en acier inoxydable placées dans des casemates en béton. Au bout de quelques années, les liquides sont concentrés, calcinés, puis incorporés dans de la pâte de verre coulée dans des conteneurs métalliques. Ces conteneurs sont disposés dans des puits également métalliques, enfermés dans une casemate en béton, en attendant d'être stockés dans une formation géologique.

Les poubelles pour « l'éternité »

À l'échelle de la durée moyenne d'une vie humaine, on peut parler effectivement d'« éternité ». Les émetteurs alpha ont une période radioactive qui peut être très longue. Le plutonium 239, par exemple, a une période radioactive estimée à 24 000 ans. Pour le neptunium 237, elle serait de 2,6 millions d'années !

Il faut donc que les sites géologiques choisis pour le stockage des déchets soient très stables. Il faut qu'ils résistent à l'érosion, c'est-à-dire aux infiltrations d'eau, aux glaciations, etc.

Quel avenir pour les centrales nucléaires ?

En ce qui concerne la France, la direction d'EDF pense aujourd'hui pouvoir allonger la durée de fonctionnement des centrales nucléaires de 25 à 40 ans. La plupart des unités de production mises en route au début des années 80 devraient donc pouvoir fournir de l'électricité jusqu'en 2010. D'autres technocrates anticipent autrement. Un ancien directeur du CEA pense que « d'ici un quart de siècle la pression de la demande sera telle que la latitude de choix des gouvernements sera limitée. Le nucléaire sera une composante nécessaire de l'offre, et dès l'an 2000 on assistera à un redémarrage important des programmes dans les pays développés » (2).

Dans de précédents articles, j'avais déjà abordé la question de l'avenir des centrales nucléaires. Des problèmes (et pas des moindres !) se posent. D'une part, il y a l'avenir des centrales hors d'usage (3). D'autre part, il y a les sources possibles d'intoxication de notre environnement, pour une durée très longue, par certains déchets radioactifs...

Ne serait-il pas nécessaire que nous prenions conscience des risques, des dangers, dans lesquels nous entraîne l'évolution des techniques ? Ne serait-il pas urgent de réfléchir sur cette évolution : ses raisons ? Les manières dont l'espèce humaine l'a réalisée jusqu'à présent ? Ses conséquences actuelles et à venir ?

Trafics de déchets radioactifs

Comme les déchets ménagers et industriels (produits chimiques), les déchets radioactifs font l'objet de trafics.

Ainsi, au début de l'année, en RFA, il y a eu l'affaire Transnuclear. Une firme spécialisée dans le transport de résidus radioactifs a obtenu des contrats pour que des déchets soient transportés et traités au centre belge de Mol, près d'Anvers. Ces contrats ont été obtenus en payant des pots-de-vin à une centaine d'industriels et de responsables de centrales ouest-allemandes. Parmi ces déchets, certains auraient été acceptés en vue d'être retraités en sachant qu'ils ne pouvaient pas subir cette opération. Ils auraient alors été stockés sur place dans des conditions non satisfaisantes. Entre trois cents et six cents fûts (quelle précision !), qui ne contenaient pas de déchets provenant d'Allemagne, auraient même été réexpédiés. Des analyses de ces fûts auraient révélé des traces de plutonium, de cobalt ou caesium (4). Une affaire parmi d'autres !

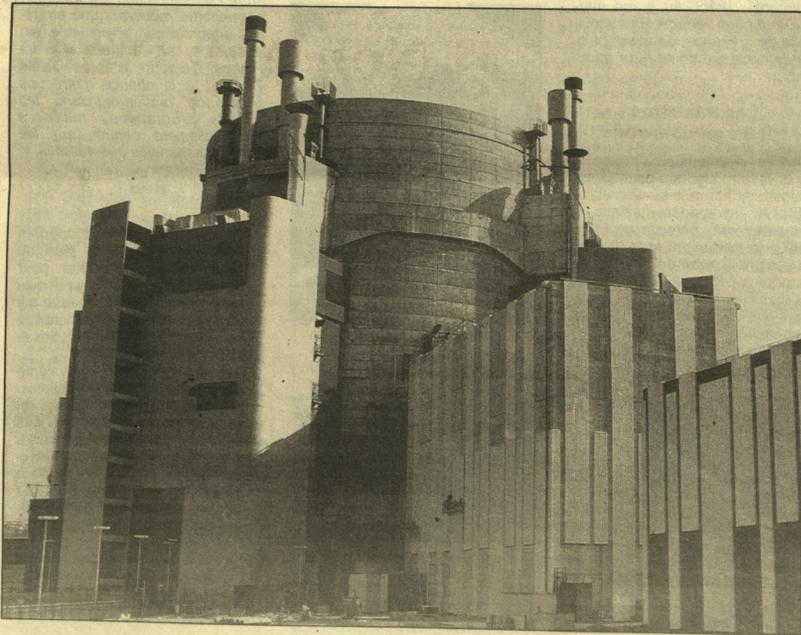
C. D.
(Liaison d'Evreux)

Sur les déchets radioactifs (sources) : Science et nature de juillet-août.

(1) Pour les lecteurs qui voudraient se renseigner sur la radioactivité, je conseille la consultation d'une encyclopédie. Sur les conséquences de la radioactivité sur les êtres vivants, des articles sont déjà parus dans les revues spécialisées. Nous en avons également parlé dans le Monde libertaire, à l'occasion de l'accident de Tchernobyl.

(2) Le Monde du 12 mai 1988.
(3) Le seul article concernant le déclassement des centrales nucléaires, que je connaisse, est le dossier paru dans le n° 187 de La Recherche (pages 547 à 555).

(4) Le Monde du 10 juillet 1988 : « Des fûts radioactifs baladeurs ».



BRÈVES

• FINLANDE

Une section de la « Croix-noire anarchiste » (Anarchiste Black Cross) a été créée récemment en Finlande. Pour tous contacts écrire à : ABC, c/o Aki Riekkinen, Riiantie 3D 30, SF-02780 Espoo, Finland.

• « FREEDOM AND EDUCATION 88 »

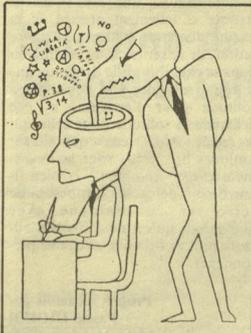
Une conférence-débat sur l'éducation aura lieu le samedi 1^{er} octobre au Vaughan College - St-Nicholas Circle - Leicester, en Angleterre. Les travaux débuteront ce même jour, à 10 h, pour se terminer vers 18 h. Spectacles prévus le soir. Participation : 9 livres sterling pour ceux qui travaillent, et 5 livres sterling (environ 50 F) pour les chômeurs et précaires, incluant repas, rafraîchissements, etc. Pour plus de détails écrire à : Lib Ed, The Cottage, the Green, Leire, Leicester LE 17 5HL, Angleterre.

• AGENT DOUBLE

Le responsable britannique du syndicat des métallos, Bill Sims, était en même temps directeur d'une agence de surveillance, spécialisée notamment dans le filage des militants syndicaux. Un certain nombre d'entreprises, parmi lesquelles BP, Unilever, Bass, Guinness, Allied Lyons, Glaxo, ICI, Cadbury, Schweppes, Boots, etc., sous le couvert de dons de charité, financent grassement cette agence. Pour plus d'infos, lire *Black-Flag* n° 184, page 7 (vous apprendrez de plus des choses intéressantes sur les services secrets britanniques).

• RENCONTRES

Le « 1988 Anarchist Survival Gathering », qui a eu lieu à Toronto en juillet dernier, vit passer plus de 600 anarchistes lors de ces 4 jours avec plus de 70 ateliers de discussions sur des thèmes aussi riches que variés. Cette rencontre connut certains moments difficiles, notamment avec des provocations de la part de la police et de l'Etat ; et un certain nombre d'arrestations eurent lieu à la frontière américano-canadienne. Le nombre important de participants montre que l'anarchisme a remplacé le marxisme dans cette région du monde comme « l'idéologie radicale et progressiste » la plus vigoureuse, notamment parmi les jeunes militants. Parmi les discussions et débats, notons : luttes de libération nationale ; self-défense des travailleurs et stratégie militaire ; luttes de classe et art ; etc. Pour plus d'infos, vous pouvez lire *Ideas and Action* n° 10, de la section américaine de l'AIT, ou écrire à : Anarchist Information Network (en envoyant 5 dollars pour avoir des infos sur le rassemblement anarchiste continental qui aura lieu à San Francisco pendant l'été 1989), Mayday, PO Box 536, Atlanta, GA 30031-0536, Etats-Unis.



ENSEIGNEMENT : les prochaines actions

ESPAGNE

M AINTENANT que la grève est terminée, il est nécessaire de réfléchir sur les raisons qui ont rendu impossible la réussite de ce vaste mouvement, qui a réunit plus de 250 000 enseignants. Il existe sans doute une raison extérieure : à partir d'un certain moment, la grève des enseignants est devenue un problème politique assez important pour que le PSOE jette sur nous tout le poids de son pouvoir de contrôle, en n'insistant que sur les revendications salariales. Il a caché qu'un seul des cinq points de la plate-forme concernait l'harmonisation des salaires, alors que tous les autres points visaient une amélioration d'ordre qualitatif de l'enseignement public (augmentation du nombre d'enseignants, stabilité des suppléants, structures scolaires adaptées, etc.). Face au problème posé par l'obligation de modifier ses lignes budgétaires, le PSOE a préféré maintenir son image de fermeté dans sa politique économique, et nous a mis l'opinion publique sur le dos. N'ayant pas réussi à faire passer nos motivations dans le public, nous avons perdu une bataille importante.

Cette explication ne suffit certainement pas. Il faut aussi analyser la situation interne du mouvement. La première conclusion est que nous n'avons jamais, nous les enseignants, contrôlé cette grève. Dès le début, deux positions se sont démarquées sur la façon d'organiser la grève. D'un côté, les syndicats institutionnels créèrent un comité de grève négociateur qui contrôlait étroitement toutes les données et toutes les informations. De l'autre, nous-mêmes, qui voulions travailler en assemblée et souhaitions un comité de grève composé de représentants des régions, élus par les assemblées, comité exerçant un simple travail de coordination, les décisions étant évidemment prises au sein des assemblées. La raison de l'affrontement réside là, et même si nous avons réussi qu'à Barcelone, aux Canaries, aux Asturies, notre position triompha, il est vrai qu'en général, le poids de l'appareil institutionnel des syndicats issus des élections a été assez

Après vous avoir présenté la lutte des enseignants espagnols, qui s'est terminée à la fin du mois de mai 1988 (voir le « Monde libertaire » n° 715), il nous a paru intéressant de vous faire part des conclusions qu'en tire l'auteur de l'article que nous vous proposons.

Relations internationales

important pour empêcher notre thèse de l'emporter.

Le double jeu

Le double jeu des CCOO fut remarquable. On pourrait trouver difficilement mieux dans le genre manipulation, telle que certains membres des CCOO l'ont pratiquée : d'abord, ils mettent au point oralement un pré-accord, le

syndicats officiels qu'avant. Et la trahison a pris forme quand la grève illimitée a été arrêtée par une conférence de presse à trois heures de l'après-midi, le jour même où la pression la rendait possible et sans même consulter qui que ce soit, les chiffres avancés (15%) étant pour le moins douteux (à Barcelone : autour de 62%, ainsi qu'à Madrid et aux Asturies).



font signer, puis ensuite refusent de le ratifier pour devenir ainsi une force syndicale prépondérante aux yeux de l'opinion publique.

La vérité est que les CCOO ont habilement trompé les autres syndicats officiels, si bien qu'une fois le moment de choisir arrivé (pour 80% qui se sont prononcés contre le pré-accord et qui étaient disposés à continuer la grève illimitée pour un modèle clair de plate-forme ou pour les syndicats signataires du pré-accord), les CCOO ont brandi la thèse de l'unité syndicale pour recomposer le comité de grève avec les mêmes

Devant le risque sérieux de débordement, les CCOO ont préféré l'arrêt du mouvement, et donc la défaite, plutôt que d'avoir à faire face à des situations qu'elles n'auraient pas pu contrôler. Ce qui s'est passé lors de l'action lancée autour de la « moyenne pour tous » et du boycott des examens, qui étaient discutés dans les lycées. Le comité de grève s'est alors publiquement engagé à faire passer les examens et à normaliser le reste de l'année scolaire. Beaucoup de camarades ont été ainsi découragés, voyant de quelle façon la seule arme effec-

tive dont nous disposions était utilisée. A partir de là, la fin était évidente. Démoralisés par un comité de grève qui ne tenait pas compte des accords des assemblées de province, et sans autres « armes » à utiliser avant la fin de l'année scolaire, les copains ont repris le travail après la conférence de presse.

On nous dit maintenant qu'au mois d'octobre, il faut reprendre la grève. Notre position syndicale est la suivante : nous sommes prêts à entreprendre toutes les actions possibles (y compris la grève) qui nous permettront d'obtenir l'amélioration de la qualité de l'enseignement, que la plate-forme proposait. Mais retourner à la grève dans les mêmes conditions serait non seulement une erreur, mais aussi une énorme stupidité.

Les conditions préalables

A partir de septembre, nous essaierons d'obtenir l'accord des régions sur la reprise de la grève à ces trois conditions :

- Clarification de tous les points de la plate-forme, spécialement ce qui concerne l'harmonisation des salaires, qui doit être quantifiée. Pour nous, elle doit être de 35 000 pesetas par mois (114 millions de pesetas au total).
- Constitution d'un comité de grève national mixte, composé des différents représentants des syndicats qui auront appelé à la grève. Son rôle sera celui de coordination, sans pouvoir de décision autre que celui confié par l'assemblée qui doit toujours ratifier toutes les propositions.
- Etablissement d'un calendrier de mobilisation qui doit aboutir à la grève illimitée et à un boycott administratif total.

Nous n'accepterons que cela. Nous ne devons pas nous mobiliser dans les mêmes conditions que précédemment. Nous devons garantir d'abord le succès de la grève, et il faut répéter que si l'on ne pose pas ces conditions préalables, nous serons une fois de plus utilisés pour faire de la politique antigouvernementale.

« Solidaridad Obrera » n° 193 (juin-juillet 1988)

HONGRIE

Non aux syndicats officiels !

L'ARTICLE suivant est tiré d'un tract qui fut distribué aux travailleurs dans de nombreuses usines et dans des zones ouvrières de Budapest et Miskolc, en réponse aux réformes économiques du gouvernement.

Dans le cadre des bouleversements qui pourraient se produire dans le bloc de l'Est dans les dix années à venir, nous avons jugé utile de vous faire part d'une autre brèche : après l'URSS, la Pologne, voici peut-être venu le temps de la Hongrie.

Relations internationales

Le nombre d'adhérents aux syndicats officiels est en déclin. Le SZOT (Confédération nationale des syndicats) s'inquiète et a décidé, tout simplement, de déduire les cotisations de nos payes. Nous signons une fois et payons toute notre vie.

Quels types de syndicats est-ce là ?

Le syndicat est supposé protéger nos intérêts, mais il est plus con-

cerné par l'intérêt du parti que par les nôtres. Le syndicat est supposé être une organisation démocratique, pourtant le militant ne pourra pas intervenir dans les décisions. Les syndicats sont supposés être des mouvements de masse, pourtant leur structure n'est qu'une copie-carbone de la structure rigide du Service public.

Les responsables syndicaux lancent des slogans dans lesquels ils disent protéger les travailleurs et le plein emploi, mais ils sont plus préoccupés de conserver leur propre pouvoir.

Les responsables syndicaux ne sont pris au sérieux ni par les patrons locaux ni par les employés, et cela avec raison puisque ces responsables ne peuvent rien faire pour ceux qui les ont élus.

Qu'attendons-nous du syndicat ?

Il doit protéger nos intérêts, et pas seulement derrière des portes fermées lors des réunions entre le SZOT et le gouvernement, mais

dans chaque usine, dans chaque bureau. Il doit soutenir toute initiative spontanée, tout effort d'union entre les travailleurs pour défendre leurs intérêts. Il doit demander des stages de formation et des allocations pour ceux et celles qui ne peuvent trouver un travail, selon leurs compétences et raisonnablement proches de leur domicile. Il doit demander le droit de grève et soutenir toutes les grèves. Il doit combattre pour le droit des citoyens à la liberté d'association et pour la liberté de la presse.

Pourquoi y a-t-il encore des militants dans les syndicats ?

Dehors l'intolérance, l'habitude, la peur. Mais nous n'avons aucune raison de craindre quoi que ce soit. L'adhésion au syndicat n'est pas obligatoire, et si des milliers, des dizaines de milliers d'entre nous quittent les syndicats, personne ne pourra nous faire de mal.

Dix-sept mille responsables syndicaux à plein temps vivent de

nos cotisations. Le budget de 2 milliards de forints (1) du SZOT vient de nos contributions. Malgré les apparences, les syndicats dépendent de nous, nous devons donc les obliger à nous servir !

Comment ?

Les cotisations volontaires sont une tradition du mouvement ouvrier vieille de plus d'un siècle. Refusons les déductions de nos salaires.

Mais cela n'est pas assez. Quittons les syndicats, et si les responsables ont peur, ils nous parleront. Demandons une réforme radicale de la charte syndicale, demandons de nouvelles élections syndicales et élisons nos propres candidats aux postes du syndicat. Dans la situation actuelle, nous sommes les seuls à pouvoir protéger nos intérêts. Quittons les syndicats.

Extrait de « On Gogol Boulevard »

(1) Un forint vaut, au change officiel, environ 0,12 F.

INTERVIEW DE MICHEL RAGON

Le « Chouan libertaire »

L'œuvre abondante de Michel Ragon est à découvrir ou à redécouvrir. Je vous propose de retrouver dans ce numéro du *Monde libertaire* l'écrivain Michel Ragon, cet « homme-chat aux vies multiples », comme le présente la revue *Grappe* (animée par notre ami Théophile) dans son programme du 4^e Festival du verbe et de la création, où Ragon était présent, en octobre dernier au Mée-sur-Seine. Michel Ragon, « en velour côtelé, au clin d'œil malicieux, à l'amitié fidèle et plus qu'essentielle, Michel Ragon, le chouan libertaire toujours à l'affût dans le bocage, toujours aux premières lignes, que ce soit pour défendre un peintre, un auteur ou pour dénoncer la laideur, l'absurdité, l'injustice, Ragon, le compagnon des humoristes, des poètes et des braves gens que nous sommes tous ».

Poète, romancier, critique d'art et d'architecture, voyageur, militant libertaire, spécialiste de la littérature prolétarienne, Michel Ragon nous parle ici de son itinéraire en littérature et de ses passions. Il évoque son arrivée à Paris et l'époque des *Drôles de métiers*, il nous présente quelques-uns de ses livres, il nous parle d'art et de littérature prolétarienne, de la Vendée et de l'anarchie... Cette rencontre avec Ragon est une invitation au voyage.

Pascal DIDIER

— Le « Monde libertaire » : Michel Ragon, vous êtes écrivain. Vous avez écrit pas mal de romans et, à côté de ça, il y a toute une partie de votre œuvre sur l'architecture, l'urbanisme, l'art, vous êtes critique d'art. Alors, j'aimerais que vous parliez un peu de votre itinéraire en littérature.

— Michel Ragon : Mon itinéraire en littérature, il s'est fait en deux morceaux si l'on peut dire. Il y a eu une première partie, qui a commencé en 1953 et qui s'est terminée en 1968. C'est la partie la plus obscure, la partie la plus immergée de l'iceberg, ce sont les romans dont on a le moins parlé, en tout cas ceux qui sont le moins connus, ceux qui ne sont même plus connus aujourd'hui. Le point de départ a été très lié avec l'école prolétarienne d'Henry Poulaille. Mon premier s'appelait d'ailleurs *Drôles de métiers*. C'était un roman (à peine roman), un itinéraire autobiographique parmi mes premiers boulots d'autodidacte qui a quitté l'école à 14 ans, et qui fait des tas de travaux, manuels notamment. Il y a eu *Drôles de métiers*, il y a eu *Drôles de voyages*, *Les Américains* et le dernier s'appelait *Nous sommes dix-sept sous une lune très petite*, qui est la dernière phrase écrite par Che Guevara sur son carnet dans le maquis bolivien, et c'est un roman de fiction politique qui a anticipé d'ailleurs sur pas mal de choses qui se sont passées ensuite, avec beaucoup de préoccupations tiers-mondistes, etc. Ça a été un roman qui a été un échec total, dont personne n'a parlé, qui doit s'être vendu à 1 000 exemplaires, peut-être... Echec tellement cuisant que pendant 12 ans, je n'ai plus du tout écrit de romans, et je pensais ne plus y revenir puisque, par ailleurs, mon activité de critique d'art, de critique d'architecture, d'historien de l'art et de l'architecture m'accaparait suffisamment, et puis aussi j'étais devenu, pour des nécessités matérielles d'ailleurs, enseignant et pendant 13 ans j'ai été professeur d'histoire de l'architecture à l'École des Arts décoratifs de Paris.

Et puis, en 1980, j'ai eu envie d'écrire un livre pour m'y retrouver dans mon identité culturelle, c'est-à-dire ce mélange d'une culture populaire première et d'une culture savante que j'avais acquise ensuite. Et autour du portrait de ma mère, qui était une femme de la première culture, de la culture populaire, en faisant le portrait de ma mère, j'ai essayé de m'y retrouver moi-même.

Et derrière le portrait de ma mère, l'accent de ma mère, derrière cet accent, j'ai retrouvé un pays qui était la Vendée, j'ai retrouvé une famille, j'ai retrouvé une terre, une ethnie, si on peut dire, un peu particulière, et l'histoire aussi d'un peuple très particulier que j'avais toujours vu d'un peu loin. Et en me plongeant dans des documents d'époque, je me suis aperçu que ce qu'on disait de la Vendée, aussi bien à droite qu'à gauche, était passablement falsifié, et qu'en réalité il s'agissait dans cette grande révolte de 1793 d'une des dernières grandes jacqueries paysannes, qui prenait suite d'ailleurs à toutes les jacqueries paysannes qui ont toujours été un échec total. Dans toutes les jacqueries du monde d'ailleurs... Les dernières grandes jacqueries, en France, ont été celles de la Vendée, et la dernière grande jacquerie européenne a été celle des paysans d'Ukraine, avec Makhno, pendant la Révolution d'Octobre, qui elle-même s'est terminée dans la défaite la plus absolue. Contrairement aux précédents, ce livre a rencontré un grand succès auprès de la presse, il a été porté aussi par le public et ça m'a porté moi-même, et j'ai continué ensuite un peu dans cette espèce de grande saga vendéenne. J'ai essayé de reconstituer à travers *Les mouchoirs rouges de Cholet*, *La Louve de Mervent*, *Ma sœur aux yeux d'Asie* cette identité, cette mémoire vendéenne que l'on connaissait finalement mal, qu'on connaît toujours assez mal d'ailleurs parce que c'est tirillé à droite et à gauche et qu'on s'en sert toujours d'une manière idéologique.

— M.L. : Je voudrais revenir sur un de vos livres, que j'ai lu avec beaucoup d'intérêt, c'est votre *Histoire de la littérature prolétarienne*. Aujourd'hui, la littérature prolétarienne, vous vous y intéressez encore ? Est-ce qu'il existe de nouveaux écrivains prolétariens ?

— M.R. : Oui, je m'y intéresse toujours. Ça fait partie d'une permanence. Le premier livre que j'ai publié, j'avais 23 ans, s'appelait *Les écrivains du Peuple*. Après je l'ai repris. Ce livre était évidemment assez mal fagoté, mais je l'ai écrit avec beaucoup de passion dans la mouvance d'Henry Poulaille et des écrivains prolétariens et libertaires, qui sont les premiers écrivains que j'ai connus. Je l'ai repris plus tard, et c'est devenu *L'histoire de la littérature ouvrière*. Et puis, comme personne d'autre n'avait encore fait un livre sur cette question, je l'ai repris

en 1970, et j'ai publié chez Albin Michel *L'histoire de la littérature prolétarienne en France*. Il a été épuisé. Il n'y a pas eu d'autres personnes qui ont traité le sujet, qui quand même correspond à un besoin puisque je m'y remet toujours, et j'ai refait une nouvelle édition revue, corrigée et augmentée qui est paru, il y a deux ans, toujours chez Albin Michel, et qui s'appelle *L'histoire de la littérature prolétarienne de langue française*, puisqu'il y a finalement la Belgique qui est très importante dans ce contexte. Alors, la littérature prolétarienne, c'est quoi ? La littérature prolétarienne, c'est la littérature d'expression populaire, c'est la littérature des ouvriers et des paysans qui écrivent, et il y a une histoire qui n'est pas ancienne bien sûr. Elle remonte surtout, pour ce qui concerne les ouvriers, au milieu du 19^e siècle où il y a de très nombreux poètes ouvriers avec le début du prolétariat, et le premier écrivain paysan ne date qu'autour de 1900, c'est Emile Guillaumin, un métayer du Bourbonnais dont *La vie d'un simple* est toujours rééditée d'ailleurs en Livre de Poche.

Ce que je trouve d'intéressant dans la littérature prolétarienne c'est l'authenticité. Ce ne sont pas toujours des chefs-d'œuvre. Il est certain que le plus grand écrivain de la mine c'est Zola, ce n'est pas Constant Malva, mais chez le mineur belge Constant Malva il y a une authenticité qu'on ne trouve pas, évidemment, chez Zola. Disons que c'est du travail de première main, et la littérature prolétarienne est un document extraordinaire pour les historiens de l'avenir.

— M.L. : Tout à l'heure, vous parlez des écrivains libertaires. Est-ce qu'on peut dire que vous êtes un écrivain libertaire ? Vous êtes parfois présenté un peu comme le « chouan libertaire »...

— M.R. : Oui, le chouan libertaire... oui, mais je pense que les chouans étaient libertaires, justement. Ça fait partie de ma thèse, que je vais d'ailleurs encore développer d'une manière plus précise, parce que Jean Malaurie, pour sa belle collection « Terre Humaine », veut republier en 1989, pour l'anniversaire de la Révolution de 1789, la réédition de mon premier livre de l'identité de la mémoire vendéenne *L'accent de ma mère*, que je vais augmenter et étoffer, mais qui va être flanqué d'une partie importante, ethnographique et historique, et je reviens sur tous les problèmes dont on a parlé depuis quelques années : du problème du génocide vendéen, du problème Blanc et Bleu, du problème de la liberté, du problème de la tyrannie... Je vais ouvrir en même temps un grand dossier vendéen sous le signe de l'identité et de la mémoire vendéenne. Mais je pense en effet que les Vendéens, du moins dans un premier temps — après ils ont été récupérés par l'aristocratie et l'Eglise, ça c'est évident —, c'était une révolte foncièrement libertaire. C'est pour ça qu'ils ont été vaincus d'ailleurs. Ils ne voulaient ni lois ni rois, disaient-ils, « Point de lois, point de rois ». Et ça, ça déplaît à tout le monde, y compris à Robespierre bien sûr. C'est là où ils étaient les plus « fautifs ».

— M.L. : Alors, l'anarchie dans la société moderne...

— M.R. : Oui, moi, j'ai toujours été un compagnon des milieux libertaires depuis mon arrivée à Paris, et depuis que j'ai connu Henry Poulaille. J'ai connu Maurice Joyeux plus tard d'ailleurs, j'ai connu tous les militants connus des milieux libertaires. J'ai été ami avec Louis Lecoln notamment, qui a été un grand défenseur de l'objection de conscience, qui a fait obtenir le statut des objecteurs de conscience. Donc, c'est un compagnonnage qui

n'a jamais failli. Les milieux libertaires sont les seuls milieux politiques où je me reconnais un peu. Ailleurs, je ne me reconnais pas du tout... Je me reconnais un peu ou beaucoup. J'ai parfois des divergences mais pour l'essentiel, en tout cas ce qui concerne le refus du pouvoir, en ce qui concerne la méfiance pour tous les pouvoirs politiques, en ce qui concerne le désir de liberté et de véritable égalité, de véritable fraternité, je m'y retrouve tout à fait.

— M.L. : Il y a deux livres aussi dont j'aimerais un peu parler, deux livres qu'on connaît peut-être un peu moins. C'est d'abord votre ouvrage sur Marx, une biographie inattendue de Karl Marx, et un bouquin assez récent : Ils ont semé nos libertés, sur les luttes ouvrières.

— M.R. : Karl Marx, c'était une commande qu'on m'a fait très jeune. Souvent j'ai envie de reprendre. J'ai repris souvent mes livres d'ailleurs... Effectivement, ce Karl Marx, c'est une petite biographie de Karl Marx, mais ce n'est pas du tout ce qu'on attendait. C'est-à-dire que

m'a demandé de venir parler du métier d'écrivain... Qu'est-ce qu'un écrivain aujourd'hui dans la société contemporaine ? Ça me fait aussi très plaisir de venir parler aux militants de ce qu'est un écrivain dans la société contemporaine. Evidemment, il se trouve que je suis un écrivain qui correspond assez à ce que la CFDT attend d'un écrivain, mais qui correspond assez peu à ce qu'est l'image d'un écrivain français dans l'ensemble, alors c'est un peu faussé. Je leur dirai que c'est quand même pas très significatif, la littérature française étant, comme on le sait, foncièrement bourgeoise dans l'ensemble et avec des gens qui sont d'ailleurs souvent très bien mais qui sont originaires de la bourgeoisie et très liés au milieu bourgeois et au milieu parisien. Alors que moi, même si je vis à Paris, je suis surtout un provincial et j'ai un fidèle public provincial. Heureusement, c'est un public provincial qui est de toutes les provinces. Je suis un écrivain lié aux provinces et non pas à la province.



« Brigands vendéens voulant abattre l'arbre de la liberté » (gauche de Le Sueur).

moi, j'ai montré Karl Marx dans sa vie intime, et on s'aperçoit que c'est un bourgeois qui fait un enfant à sa bonne, qui est d'une jalousie féroce envers ses filles, qui les empêche de se marier d'ailleurs. L'une se suicide justement par chagrin d'amour. Elle voulait épouser un libertaire. Evidemment... c'était Lissagaray. Ça ne manque pas de sel... Le destin des filles de Marx est d'ailleurs extrêmement intéressant, extrêmement sympathique. L'une avait épousé Lafargue, qui a été un des fondateurs du Parti communiste français, mais qui est aussi l'auteur de l'éloge de la paresse, et elle s'est suicidée avec son mari lorsqu'ils se sont sentis trop vieux. Et la dernière avait épousé encore un Français — Marx aimait peu les Français —, qui était Longuet, l'un des fondateurs du Parti socialiste français et ensuite du parti communiste. Longuet a été par la suite l'un des opposants au parti communiste stalinien. Ce qui est quand même intéressant, dans la continuité de Marx, que son gendre soit un opposant du stalinisme. Donc, c'était une biographie de Marx très irrévérencieuse, mais qui montrait un Marx humain en fait, et non pas un demi-dieu.

L'autre livre, *Ils ont semé nos libertés*, ça c'est une commande de la CFDT, pour le 100^e anniversaire de la légalisation du syndicalisme. La CFDT, ça fait partie de mon compagnonnage. J'ai d'ailleurs été un militant CFDT, et la CFDT m'a commandé ce texte sans savoir que j'étais adhérent. J'ai été très content de faire ce texte, qui est un texte sur le travail, sur la condition ouvrière, et qui est illustré d'une riche iconographie, c'est un bel album. Je vais me retrouver cet été dans une session de la CFDT où on

— M.L. : On peut revenir sur la question que vous évoquiez tout à l'heure. Qu'est-ce qu'un écrivain aujourd'hui, justement ?

— M.R. : Un écrivain aujourd'hui c'est un personnage assez anachronique et qui va le devenir de plus en plus. C'est quelqu'un qui se sent mal à l'aise avec cette surcharge perpétuelle des médias. L'écrivain d'aujourd'hui ou d'hier est quelqu'un qui a besoin de solitude, qui a besoin de recherche, qui a besoin de distanciation, ce qui ne correspond pas du tout à ce qu'on demande à un écrivain aujourd'hui, c'est à-dire être perpétuellement un homme des médias, d'être un homme de la surcharge avec la médiatisation mais aussi des sondages (les meilleurs publications, les meilleures ventes...). Tout ça est quelque chose d'assez déprimant, d'assez exaspérant... Il y a quand même un public nombreux pour les écrivains. Je ne sais pas si cela durera longtemps, parce que la lecture correspond si mal à la société d'aujourd'hui, qui est tellement stressée et tellement pressée, et la lecture demande évidemment de se retirer, de se retirer sous sa tente ou dans sa chambre. Elle demande une certaine solitude, elle demande la solitude pour l'écrivain, et elle demande la solitude pour celui qui la reçoit. Alors, ceux qui aiment toujours lire, et ils sont heureusement encore nombreux, et bien ils ont besoin de ça. Ils ont besoin de retrouver ce dialogue avec quelqu'un, qu'on ne connaît d'ailleurs pas, et de vivre avec des personnages.

Propos recueillis par
Pascal DIDIER
(à Metz, le 4 juin 1988)

ÉMISSION DE RADIO-LIBERTAIRE La Révolution en péril ?

L'ÉMISSION « L'invité hebdomadaire » du vendredi 30 septembre (1) ouvre un cycle de réflexion et d'analyse sur la Révolution française. De nombreux historiens prendront la parole pour tenter d'expliquer ce qu'il en fut de cet événement, au cœur des cérémonies du bicentenaire.

Y. P.

Vicissitudes de la Révolution française : à l'aube des célébrations du bicentenaire, le « révisonisme » prend de l'ampleur. La presse se fait l'écho du réveil de l'historiographie contre-révolutionnaire. Pour cette dernière, la Révolution française prend la figure d'un bain de sang inutile, symbole désormais du mal absolu.

Voici quelques années (1978), l'historien François Furet donnait le branle à l'idée d'une révolution totalitaire, prémisse des modernes goulags, inauguration d'une lente « dérive » de l'histoire vers les cimes de l'horreur. Peu après, Jacques Julliard revenait sur le cas de Rousseau, déclaré depuis lors père fondateur de la terreur centralisée et jacobine (1986).

Fut-elle donc trop (ou mal) célébrée, cette révolution, pour susciter ainsi des relectures réactives, largement tributaires d'un présent dont nous avons encore de la difficulté à cerner les orientations ? Comment comprendre ces retours subreptices aux faisceaux de critique dont le XIX^e siècle était déjà si friand ?

Certes, l'historiographie de « gauche » n'a pas pour elle toutes les raisons. L'opposition célèbre de

Daniel Guérin (1948) — la révolution prolétarienne trop tôt arrêtée — et d'Albert Soboul, ruinant cette thèse au fil de l'analyse de la sans-culotterie parisienne, indique assez combien d'idées reçues ont souvent remplacé l'éclaircissement conceptuel et la lutte contre les complaisances politiques ou intellectuelles. Nombre d'autres cas nous appellent à nous garder des recettes interprétatives et des confiscations idéologiques.

Mais le véritable problème se joue à deux niveaux : au-delà de la seule historiographie et des aléas des querelles d'école, c'est toute une sensibilité et une culture qui sont en jeu : le mouvement d'une société exacerbée jusqu'à la violence des bouleversements, la dynamique d'une transformation institutionnelle, ainsi que les mutations enga-

gées par une expérience collective, méritent-ils d'être gommés, au point de nous laisser croire que notre présent résulte d'une nature ou d'un destin ? La sensibilité contemporaine peut-elle se permettre de sombrer dans le cynisme ou la mélancolie, laissant à nos générations le soin de préférer la foi et l'immédiat comme seules planches de salut ?

Le sens d'un bicentenaire est tout entier contenu dans ces réticences à penser un événement historique dans sa dimension de création. Le sens du bicentenaire est un appel à la compréhension du sens de notre présent.

Christian RUBY

(1) Participeront à cette émission, Christian Ruby, Michel Vovelle, Thierry Paquot et Georges Bensoussan.

DESSIN

« Auto-Psy » de Brouck



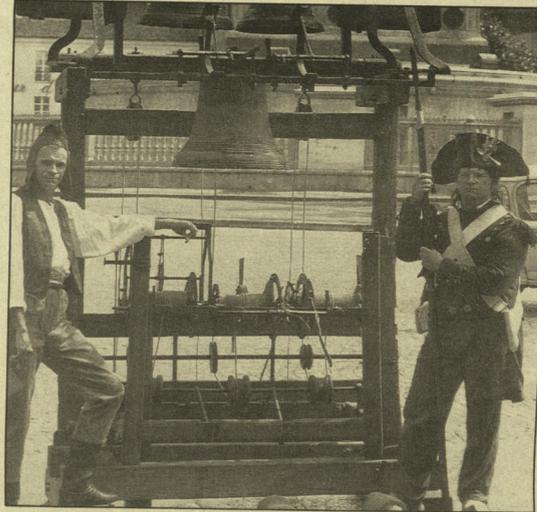
En un peu plus de 70 pages, et deux fois plus de dessins, Brouck, que les lecteurs du *Monde libertaire* connaissent bien, donne un aperçu ironique et souvent mordant de notre société. Si la scène politique a droit à quelques illustrations, dont une prémonitrice sur la Nouvelle-Calédonie, l'album (1) retient notre attention par la férocité avec laquelle le dessinateur traite la bêtise quotidienne (sans tomber dans le mépris).

Du boucher qui se prend pour un toréador au loubard agressé par des petites vieilles en pleine rue, en passant par une scène de chasse en appartement, « dame bêtise » voit enfin ses mérites reconnus ! Les autorités, civiles et militaires (2), sont aussi sa cible. Et l'humour se fait ici plus grinçant, voire carrément noir. Si l'esprit moutonnier vous tape sur le système et si l'humour noir ne vous rebute pas, plongez-vous dans cet album.

NIMBUS

(1) *Auto-psy*, Brouck, 70 pp., 60 F. En vente à la librairie du *Monde libertaire*.

(2) Voir à ce propos la contribution de Brouck dans l'album *Antimilitarisme* Sous les bêtises, le vase, en vente à la librairie du *Monde libertaire*.



Actualité du roman noir

Depuis quelques temps le roman noir ne nous a pas donné de grande œuvre, mais certains titres méritent l'attention.

Frédéric Fajardie écrit trop, c'est sûr. Il gaspille son talent en publiant à un rythme alimentaire. Pourtant, *Jeunes femmes rouges toujours plus belles* (NEO) est une vision originale de Mai 1968. Un militant est pris dans les événements au point de tuer un commissaire de police fascinant. Il doit s'exiler et revient vingt ans après dans une société transformée. Le livre est intéressant parce qu'il présente une contre-histoire de Mai 1968, même si Fajardie idéalise un peu trop le maoïste de base. On aurait aimé aussi une meilleure description des arrivistes parvenus au pouvoir après une révolte bidon. Mais ces critiques ne doivent pas nous empêcher d'apprécier ce... pavé dans la mare commémorative. Notons que NEO réédite aussi un des premiers Fajardie, *Gentil Faty !*, qui était introuvable.

Très différent, le dernier roman de Marie et Joseph, *Le petit roi de Chimérie* (Série noire), n'est pas un roman noir ; c'est un « roman gris », comme l'écrivent les auteurs. Sur le fond de pays du Nord en crise, un fait divers met en scène un gosse mythomane, en fugue après avoir tué son professeur. En jouant habilement sur le vrai et le faux, les auteurs donnent un ton hallucinatoire au livre. Mais le roman noir, n'est-ce pas plutôt montrer la réalité ?

Une fois n'est pas coutume, ce sont les Américains qui sont les plus incisifs. Max Allan Collins avec *Un candidat de choc* (Série noire) attaque de front les politiciens démagogues dans un polar classique. La dénonciation est vigoureuse, mais depuis le temps que les Américains attaquent leurs politiciens, pourquoi n'ont-ils pas appris à s'en passer ? Par contre, il faut absolument recommander le livre de Donald Westlake, *Le ciel t'aidera* (Série noire), un chef-d'œuvre d'humour qui s'en prend pêle-mêle aux bonnes sœurs, aux mercenaires style Rambo, aux PDG, etc. Un vrai carnage qui devrait faire connaître cet auteur sous-estimé.

YVES. B.

VI^e rencontres du cinéma italien

Les VI^e rencontres du cinéma italien (1) auront lieu du 7 au 16 octobre 1988, au Centre d'action culturelle Bonlieu, à Annecy.

Ces rencontres, qui sortent des sentiers battus, nous proposent de découvrir les différentes

facettes du cinéma italien. L'objectif est de donner à voir des œuvres de cinéastes italiens confirmés certes, mais aussi de proposer un panorama riche et stimulant de films récents réalisés par de jeunes auteurs.

Au programme de cette édition 1988 : dix films de production récente, sélectionnés avec la volonté de les voir trouver une distribution en France. Une rencontre entre les cinématographies italienne, suisse et française, et ce en présence de réalisateurs tels que Luc Béraud, Clemens Klopfenstein, Nino Manfredi, etc. Enfin, un hommage sera rendu à Pier Paolo Pasolini, avec la rétrospective intégrale de ses œuvres. Une exposition de photographies et un colloque compléteront cet hommage à Pasolini.

Ces rencontres, où chacun peut dialoguer, débattre avec les réalisateurs, les acteurs et les distributeurs, sont une initiative qui mérite d'être encouragée.

BRUNO

(Gr. région toulonnaise)

(1) Contact (documentations, infos, etc.) : CAC (tél. : 50.51.50.91).

Sélection de programmes de Radio-Libertaire (89.4)

Jeu. 22 septembre
« Enlirez-vous » (16 h à 18 h) : un petit voyage en libération.

Vend. 23 septembre
« Music Hall » (10 h à 12 h) : avec l'équipe du TLP-Déjaset.

Samedi 24 septembre
« Blues en liberté » (22 h 30 à 24 h) : Muddy Waters et Howlin Wolf.

Dimanche 25 septembre
« La matinée anticléricale » (10 h à 12 h) : avec la Libre Pensée.

Gala de soutien à Radio-Libertaire et au « Monde libertaire »

Serge Utgé-Royo et Marie-Josée Vilar font partie de ces artistes que les auditeurs de Radio-Libertaire connaissent bien. Vous pourrez les retrouver le lundi 3 octobre, à Paris, pour un gala de soutien au *Monde libertaire* et à Radio-Libertaire.

Ce spectacle aura lieu au TLP-Déjaset (1), à 20 h 30. Dépêchez-vous de réserver vos places (2) car, pour cette huitième année qui commence pour Radio-Libertaire, l'ambiance sera chaleureuse et la salle bien pleine.

La rédaction

(1) TLP-Déjaset : 41, boulevard du Temple, 75003 Paris (tél. : 42.74.20.50).
(2) Réservation des places au TLP-Déjaset et à la librairie du *Monde libertaire* : 145, rue Améot, 75011 Paris (tél. : 48.05.34.08). Le prix des places est de 90 F et de 70 F pour les porteurs de la carte d'auditeurs de Radio-Libertaire ou d'un bandeau d'abonné du *Monde libertaire*.

PRISONS

L'union fait la force !

Il y a eu un mouvement des étudiants, un mouvement des cheminots, un mouvement des instituteurs... C'est maintenant un mouvement des prisonniers, solidaires et organisés, qui s'amorce dans les centrales et dans les maisons d'arrêt françaises. Le 13 septembre dernier, au moins 6 600 détenus ont refusé leurs plateaux, à l'appel de prisonniers de région parisienne. Le chiffre est d'ailleurs très probablement minimisé : les évaluations des matons valent celles des flics lorsqu'ils comptent le nombre de manifestants. Mais même ce chiffre suffit largement pour démontrer que les prisonniers peuvent, aujourd'hui, compter sur un rapport de forces satisfaisant, lors de leurs prochaines luttes.

Un été de luttes

La journée d'action du 13 septembre survient après un été où l'on a vu se développer un mouvement national de luttes et de plate-formes revendicatives, qu'il est temps de récapituler.

• 27 juillet : grève de plateaux collective des DPS (détenus particulièrement surveillés) de Fresnes.

• 31 juillet-1^{er} août : début de mutinerie à l'île de Ré, où les prisonniers refusent de réintégrer leurs cellules et présentent une plate-forme de 17 revendications.

• 6 août : refus de plateaux de quatre jours par semaine, en solidarité avec les DPS de Fresnes, à la maison d'arrêt des femmes de Fleury-Mérogys. Les prisonnières se battent également pour que l'une de leurs compagnes sorte de l'isolement total dans lequel elle est maintenue. Elles obtiennent satisfaction.

• Fin août : durant une semaine, 500 prisonniers de Loos refusent, à tour de rôle, de réintégrer leurs cellules après la promenade.

• 30 août : c'est à la prison de Poitiers que 50 des 150 détenus refusent de rentrer de promenade.

Surgissant de toute la France, centrales et maisons d'arrêt confondues, les plates-formes de revendications

aspects fondamentaux de la prison : les prisonniers exigent la suppression des quartiers d'isolement, de la différenciation des statuts (DPS), l'abolition du mitard et du prétoire, demandent le droit au regroupement, prisonniers de droit commun et politiques confondus, et affirment leur solidarité avec les mutins d'Ensisheim, Besançon, Saint-Maur.

Isolement, prétoire, mitard, statuts particulièrement éprouvants pour les rebelles, sont autant de constantes de toutes les prisons de France, centrales et maisons d'arrêt confondues. De même, les prisonniers exigent le droit aux « parloirs sexuels », et au SMIC pour tous les travailleurs en prison (les salaires, pour quarante heures hebdomadaires de travail en prison, se situent autour de mille francs par mois !). Ces revendications peuvent donc constituer la base nationale de négociations.

L'insupportable au quotidien

Mais à ces luttes, menées depuis plus de deux ans par une partie des prisonniers, s'en sont ajoutées d'autres, qui touchent directement toute la population carcérale : il s'agit des revendications portant sur la vie quotidienne en prison, qui, elles, varient en fonction des établissements (centrales et maisons d'arrêt, comme celle de Loos, se sont battues contre l'insupportable lenteur des soins médicaux : deux médecins et un dentiste pour 1 000 prisonniers), d'autres pour un accueil correct de leurs familles lors des visites, d'autres pour voir s'améliorer les conditions d'hygiène, d'autres contre la surpopulation, d'autres pour l'amélioration des « cantines » (listes d'objets que le détenu peut acheter en prison... Quand il en a les moyens)... Autant de facteurs variables selon les lieux, mais qui peuvent également constituer une revendication nationale : l'unification des droits des détenus, qui mettrait fin à la toute-puissance du directeur de la prison.



M. Albin Chalandon passe à M. Pierre Arpaillange.

mades, ne se résignent pas, soient soumis à l'isolement absolu, torture blanche qui peut durer des années...

Or, c'est tout ce système d'oppression, de terreur, de torture qui se voit aujourd'hui dénoncé, combattu, non pas par une poignée de prisonniers, mais par l'ensemble de ses victimes. Et c'est dans l'unité des prisonniers que se trouve leur chance de victoire.

L'administration pénitentiaire se trouve aujourd'hui contestée de toutes parts... Et le combat risque d'être d'autant plus rude. Car ce sont plusieurs décennies de politique de tout-carcéral qui sont remises en question. Jusqu'à présent, l'administration pénitentiaire a recouru à l'isolement pour préserver le « calme ». Il sert à éliminer, en les séparant des autres prisonniers et en les détruisant psychologiquement, les détenus les plus rebelles, les plus susceptibles de participer à des révoltes. Il a une fonction précise, essentielle pour l'administration, qui ne renoncera pas facilement à cette forme de torture qui doit lui permettre de maintenir le calme.

Mais l'émergence d'un mouvement organisé, sur des bases larges et unitaires qui sont sur le point d'être définies, représente pour la Chancellerie un péril qu'elle ne pourra plus parer simplement par l'isolement des meneurs.

La réponse du pouvoir : cynisme et répression

Or, pour l'instant, la seule réponse du pouvoir est, une fois de plus, la répression. Dès la parution des premières plate-formes, les « meneurs » ont été isolés, transférés. A Loos, les CRS se sont fait une joie d'intervenir, et une quarantaine de prisonniers ont été transférés d'urgence. Il y a fort à parier que le mouvement du 13 donnera, lui aussi, l'occasion de nouveaux transferts, de nouvelles mises à l'isolement.

Le ministère de la Justice, lui, rendu prudent par le rappel à l'ordre de Rocard lorsqu'il avait suggéré de mettre fin à l'isolement des prisonniers politiques, joue les jésuites. Pour l'heure, sa seule réaction au mouvement a été l'interview, accordée à *Libération* le 15 septembre, dans laquelle il affirme avoir beaucoup réfléchi pour aboutir à la conclusion suivante : « les mesures de sûreté ne doivent pas porter atteinte à la dignité humaine ».

Je veille à ce que cet impératif ne soit pas oublié ». De quoi faire hurler de rire 45 000 détenus, c'est toujours ça...

Il s'est par contre montré beaucoup plus efficace — voire, oserons-nous l'écrire, plus constructif —, en remettant à flot le projet Chalandon, à peine remanié, de créer bientôt 13 000 places de prison supplémentaires. Cette décision est intervenue en pleine période de luttes, alors qu'Arpaillange avait déjà cautionné les très lourdes sanctions prises à l'égard des mutins d'Ensisheim, battu pitoyablement en retraite sur la question de l'isolement, fait la sourde oreille au mouvement des plate-formes de l'été... L'annonce des 13 000 nouvelles places a prouvé, à tous les prisonniers qui en doutaient encore, qu'Arpaillange suivrait en tous points la politique carcérale d'Albin Chalandon. Il lui

reste aujourd'hui à apprendre qu'il arrive des stades où la répression, la violence et le cynisme ne suffisent plus...

La journée d'action du 13 septembre n'est très probablement qu'un premier coup de semonce, annonciateur d'autres luttes collectives. Anarchistes, hostiles à toutes les formes d'enfermement, et ne reconnaissant aucune légitimité à la justice, la police, la prison bourgeoise, nous nous devons de soutenir les luttes actuelles et futures des prisonniers.

Pascal CHOISY

La Commission Prison-Répression tiendra, le 30 septembre prochain, un meeting de soutien aux luttes des prisonniers. Cette rencontre aura lieu à 19 heures, à la Maison Verte, 127, rue Marcadet, XVIII^e (métro Joffrin ou Marcadet).



cation indiquent la maturité du mouvement, la réflexion collective des prisonniers, leur solidarité. Les luttes engagées ne sont plus des explosions de colère, que l'administration pénitentiaire pouvait mater à coups de grenades lacrymogènes, mais l'expression de volontés concertées, réfléchies, déterminées.

Vers une plate-forme unitaire

Le mouvement du 13 correspondait donc à une attente de tous les prisonniers de passer à l'action ensemble. Par contre, les revendications ne sont pas encore unifiées. A la fois précises et complexes, elles se situent sur deux axes principaux. Les premières portent sur des

Toutes ces revendications sont évidemment légitimes. Il est inacceptable que 45 000 prisonniers soient privés de soins, d'hygiène, de relations intimes avec leurs proches, de tout droit — pas même celui à un salaire digne de ce nom — dans son travail. Il est inadmissible que les prisonniers qui osent contester ces conditions de détention se retrouvent devant un « tribunal » — le prétoire — où ils n'ont pas droit à la parole, et qui les expédie au mitard dans l'arbitraire le plus total. Il est inadmissible que ceux qui continuent à réfléchir et à lutter soient étiquetés, fichés, plus surveillés encore, censurés, privés de visites. Il est inacceptable enfin, et surtout, que ceux qui, malgré ces bri-

Communiqué Commission Prison-Répression

La Commission Prison-Répression, organisme de soutien aux luttes des prisonniers, se félicite du succès de la journée d'action du 13 septembre dans les prisons de France.

Ce succès, l'administration pénitentiaire s'efforce d'en minimiser l'ampleur. Selon les pointages de la Commission, ce ne sont pas 6 000 ni 4 000, mais plus de 8 000 détenus qui, sous des formes diverses, ont participé au mouvement dans la grande majorité des maisons d'arrêt et des centrales.

Mais ces manipulations de chiffres ne sauraient occulter la dimension essentielle de cette journée d'action : pour la première fois, près d'un cinquième des prisonniers en France ont manifesté ensemble simultanément pour la satisfaction de leurs revendications. Ces revendications, malgré l'apparente diversité des situations locales, se recoupent sur plusieurs grands points qui sont les axes essentiels d'une plate-forme revendicative nationale en cours de discussion dans les prisons. Ces grands points sont les suivants :

1. Abolition du mitard, de l'isolement, du prétoire et des régimes différenciés (DPS).
2. SMIC pour tous les détenus travailleurs, y compris les auxiliaires.
3. Parloirs intimes.
4. Amnistie pour les mutins d'Ensisheim et de Besançon condamnés.
5. Fin du régime cellulaire.
6. Rapprochement familial.
7. Droit au regroupement pour tous, politiques et droits commun.
8. Augmentation des conditionnelles et des remises de peine.

Ainsi, après trois ans de luttes et de révoltes sporadiques et fragmentées, les prisonniers sont en train de se constituer en un véritable mouvement national.

Le gouvernement et le Gardes des Sceaux, qui en cinq mois ont démontré leur volonté de poursuivre telle quelle la politique de Chalandon, ne pourront ignorer encore longtemps cette force nouvelle en cours de constitution.

Commission Prison-Répression